

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019

SOMMAIRE

Attestation de la personne responsable **4**

Rapport semestriel d'activité **8**

Faits marquants, activité et résultats

Transactions avec les parties liées

Principaux risques et incertitudes

Etats financiers consolidés résumés **58**

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle** **94**

Attestation de la personne responsable



Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 31 juillet 2019

Le Président-directeur Général

Philippe Wahl

Rapport semestriel d'activité

Faits marquants, activité et résultats

SOMMAIRE

PARTIE I. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DES RESULTATS	12
1. FAITS MARQUANTS	12
1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	12
1.2 ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	15
1.3 RAPPROCHEMENT DE LA POSTE ET DE LA CAISSE DES DEPOTS : FRANCHISSEMENT D'ETAPES CLES POUR LA CREATION D'UN GRAND POLE FINANCIER PUBLIC	16
1.4 DEVELOPPEMENTS, PARTENARIATS ET ACQUISITIONS	17
1.4.1 Services-Courrier-Colis.....	17
1.4.2 GeoPost/DPDgroup	17
1.4.3 La Banque Postale	17
1.4.4 Le Réseau La Poste.....	19
1.4.5 La Poste Mobile	20
1.4.6 Le Numérique.....	20
1.4.7 L'immobilier	20
1.5 ENGAGEMENT DU GROUPE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE	21
1.5.1 Cohésion sociale et territoriale	21
1.5.2 Un numérique éthique et responsable.....	21
1.5.3 Transition écologique	22
1.5.4 Un engagement au service des clients.....	23
1.5.5 Un engagement sociétal reconnu et récompensé.....	23
1.6 LA POSTE, UN EMPLOYEUR RESPONSABLE	23
1.6.1 Dialogue social.....	23
1.6.2 Formation et évolution professionnelle.....	24
1.6.3 Santé et qualité de vie au travail	24
1.6.4 Offre sociale et logement	24
2. SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	25
2.1 PRODUITS OPERATIONNELS	26
2.2 RESULTAT D'EXPLOITATION	27

2.3	RESULTAT FINANCIER	28
2.4	RESULTAT NET	28
2.5	VARIATION DE LA DETTE NETTE	28
2.6	RATIOS FINANCIERS	29
3.	RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	30
3.1	SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE.....	30
3.2	SERVICES–COURRIER-COLIS	31
3.2.1	Activité Services et Courrier	31
3.2.2	Activité Colis.....	32
3.2.3	Résultat d'exploitation	33
3.3	GEOPOST	33
3.3.1	Croissance plus modérée des volumes et poursuite des actions de tarification	34
3.3.2	Résultat d'exploitation	34
3.4	LA BANQUE POSTALE.....	35
3.4.1	Activités commerciales.....	35
3.4.2	Performance opérationnelle	37
3.4.3	Structure financière	38
3.5	LE RESEAU LA POSTE	39
3.5.1	Réseau La Poste	39
3.5.2	La Poste Mobile	40
3.6	NUMERIQUE.....	41
3.6.1	Chiffre d'affaires.....	41
3.6.2	Résultat d'exploitation	42
3.7	AUTRES SECTEURS	42
3.7.1	L'Immobilier	42
3.7.2	Supports et structures.....	43
3.7.3	Charges non affectées.....	43
4.	AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT	44
4.1	RESULTAT FINANCIER	44
4.2	RESULTAT NET PART DU GROUPE	45
5.	ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE	46
5.1	VARIATION DE LA DETTE NETTE	46
5.1.1	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.....	46
5.1.2	Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque	47
5.1.3	Free cash-flow	50
5.1.4	Variation de la dette nette	50
5.2	VARIATION DE TRESORERIE	51
5.3	DECOMPOSITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	53

5.3.1	Endettement brut	53
5.3.2	Endettement net.....	54
5.4	CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE	55
5.5	NOTATION FINANCIERE	56
6.	PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE	56
6.1	PERSPECTIVES.....	56
6.2	EVENEMENTS POST CLOTURE	56

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

PARTIE I. Examen de la situation financière et des résultats

1. Faits marquants

1.1 Environnement économique et financier

Compte tenu de son positionnement sur des activités de services, le Groupe est influencé dans ses différents métiers par la conjoncture économique et par l'évolution du coût du travail, notamment en France et chez ses principaux voisins européens. Les cours du pétrole et les taux de change, vis-à-vis du dollar US, de la livre sterling, du rouble et du real brésilien notamment, sont également importants pour les activités logistiques et internationales du Groupe (forte présence de GeoPost à l'international). Enfin, le Groupe est sensible, pour ses activités bancaires, à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers.

Un environnement international marqué par l'incertitude

Après être sans doute passée par un pic en 2017, la croissance mondiale est restée soutenue en 2018 (+3,7 %), le PIB mondial a décéléré au 1er semestre 2019, en raison notamment d'un ralentissement de l'activité en Chine. Les facteurs d'incertitude qui ont marqué l'année 2018 se sont prolongés durant le 1er semestre : tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, bras de fer entre le gouvernement italien et la Commission européenne sur les finances publiques et issue toujours incertaine du Brexit.

Aux Etats-Unis, l'activité a été soutenue par la résistance de la consommation des ménages alors que l'investissement privé a marqué le pas dans un contexte de ralentissement de l'activité manufacturière. En Chine, d'après l'estimation officielle, la croissance du PIB n'a quasiment pas ralenti au 1er trimestre (+6,4 % sur un an) : l'activité a été tirée par la politique de relance du gouvernement (lancement de nombreux projets d'investissement publics) et par la consommation des ménages, soutenue par les baisses d'impôts. Cependant, les résultats des enquêtes de conjoncture ne sont pas très positifs et la croissance reste fragile. En Russie, la croissance du PIB s'est infléchie du fait d'une demande intérieure peu dynamique. La hausse du prix du pétrole observée en début d'année a profité au budget de l'Etat, ce qui devrait permettre de soutenir l'activité à travers une politique d'investissement plus dynamique. En Inde, la croissance économique semble également s'essouffler. Au Brésil, le PIB a reculé au 1er trimestre et le contexte politique est délicat. Le gouvernement Bolsonaro peine à faire passer l'indispensable réforme des retraites. Alors qu'il bénéficiait d'un fort soutien de la population, il fait à présent face à une dégradation de la confiance des ménages et des industriels.

Le début d'année a été marqué par une forte remontée des cours boursiers sur l'ensemble des places financières. Cependant, une phase de correction boursière s'est opérée en mai face à la recrudescence des tensions commerciales sino-américaines. Les taux longs se trouvent à des niveaux très bas du fait du regain d'aversion pour le risque des investisseurs. Face au risque accru d'un ralentissement marqué de l'activité, les banques centrales ont opéré un changement de ton notable. Le resserrement monétaire n'est désormais plus l'option privilégiée.

L'activité en zone euro résiste

Alors qu'elle était restée très modérée au 4e trimestre 2018 (+0,9 % au taux annuel¹), la croissance du PIB de la zone euro s'est renforcée au 1er trimestre 2019 à +1,6 % au taux annuel. Cette évolution était inattendue au vu des enquêtes de conjoncture dégradées. La croissance a notamment été soutenue par un raffermissement de la consommation. Les dépenses d'équipement sont restées fermes malgré un environnement économique et politique très incertain. Au 2e trimestre, les résultats des enquêtes de conjoncture demeurent mitigés. Dans l'industrie manufacturière, la situation est dégradée notamment dans les secteurs des biens intermédiaires et d'équipement. À l'inverse dans le secteur des services, les indicateurs conjoncturels sont relativement bien orientés.

En Espagne, la croissance a augmenté en ce début d'année. L'économie espagnole reste sur une dynamique favorable malgré une incertitude persistante autour de sa situation politique qui n'a pas été totalement clarifiée par les élections d'avril. En Italie, la situation économique demeure morose. La croissance a été très faible au 1er trimestre, après deux trimestres de repli du PIB. Enfin en Allemagne, la croissance du PIB a atteint 1,7 % au 1er trimestre grâce au dynamisme de la consommation privée et à la construction.

¹ Taux de croissance trimestriel annualisé : taux de croissance trimestriel élevé à la puissance 4, donnant ce que serait la croissance annuelle si le taux de croissance trimestriel se répétait à chaque trimestre sur un an.

Concernant le marché du travail, les créations d'emplois sont restées dynamiques au 1er trimestre 2019 et le taux de chômage continue de baisser. Les salaires ont accéléré ces derniers mois. Début 2019, la hausse des rémunérations était comprise entre 2 et 2,5 % sur un an pour l'ensemble de l'Union monétaire, ce qui s'est traduit par un redressement des coûts salariaux unitaires. Au sein de la zone euro, les tensions sont inégales. L'Allemagne notamment est au plein emploi et la hausse des salaires outre-Rhin dépassait 3 % sur un an fin 2018 avant de se modérer légèrement au 1er trimestre. L'avantage compétitif allemand, accumulé sur la première moitié des années 2000, est ainsi en train de s'éroder.

En dehors de la zone euro, la croissance de la Pologne est restée très vigoureuse au début de l'année 2019, avec une progression du PIB de plus de 6 % au 1er trimestre (taux annuel). Elle est restée soutenue par l'investissement et dans une moindre mesure par la consommation des ménages. Les indicateurs conjoncturels disponibles pour le 2e trimestre sont bien orientés.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB au 1er trimestre a été dynamique, soutenue par la consommation des ménages et un stockage préventif dans la perspective du Brexit. Pourtant, l'incertitude politique reste majeure. Le Brexit a été repoussé au 31 octobre 2019, avec la possibilité pour le Royaume-Uni de sortir avant si les parlementaires britanniques se mettent d'accord sur la forme que prendra le retrait. Suite à l'échec des discussions entre le parti conservateur et le parti travailliste, Theresa May a démissionné. Dans ce contexte, la Banque d'Angleterre a opté pour le statu quo au 1er semestre.

Croissance soutenue par la consommation des ménages en France

Après une très bonne année 2017 (croissance du PIB de 2,3 %), l'activité a ralenti en 2018 et la progression du PIB s'est établie à 1,5 %. Au 1er trimestre 2019, la croissance du PIB s'est stabilisée légèrement au-dessus de 1 % l'an, soutenue par la consommation. Celle-ci avait stagné fin 2018, pénalisée notamment par les manifestations en zones commerciales. Le pouvoir d'achat des ménages a augmenté plus vite que leurs dépenses (soutenu notamment par la mise en œuvre des mesures récentes du gouvernement²), ce qui a consolidé leur réserve d'épargne. Les exportations ont connu une quasi-stagnation début 2019, ce qui était attendu après le bond du 4e trimestre lié à la concentration des livraisons de matériel aéronautique en fin d'année. Les dépenses d'investissement des entreprises ont ralenti. Les entreprises adaptent en effet leur rythme d'investissement à une croissance économique plus faible, mais sans geler totalement leurs projets. De plus, d'après l'enquête trimestrielle de l'Insee d'avril, les industriels semblent relativement optimistes quant à leurs perspectives d'investissement. Le taux de chômage continue à baisser, à 8,4 % au 1er trimestre. Malgré une croissance économique modérée, le marché du travail se porte donc encore plutôt bien.

Volatilité du prix du pétrole sur fond de tensions géopolitiques

Le prix du pétrole a augmenté entre janvier et mi-avril 2019. Le cours du baril de Brent de la mer du Nord, qui valait moins de 54 dollars fin décembre 2018, a augmenté de 20 dollars environ pour atteindre presque 75 dollars en avril. En effet, malgré une hausse de la production américaine, l'offre mondiale reste contrainte. Fin 2018, l'Opep et une dizaine d'autres pays, dont la Russie, ont décidé de réduire leurs quotas de production adoptés fin 2016, afin d'abaisser le volume de pétrole extrait de 1,2 million de barils par jour (Mbj), sur un total d'environ 45 Mbj (soit près de 45 % de la production mondiale). Le Venezuela, l'Iran et la Libye restent exemptés d'une réduction de leur production. En effet, la production du Venezuela a fortement baissé en raison de la grave crise économique, politique et sociale qu'il traverse et des sanctions américaines à son encontre. L'Iran fait quant à lui face à un embargo américain qui limite ses exportations de brut. De plus, au mois d'avril, les Etats-Unis ont mis fin aux exemptions accordées à huit pays (Chine, Inde, Turquie, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Italie, Grèce) d'importer du pétrole iranien. Ces facteurs de tensions sur les prix ont été en partie compensés par l'augmentation de la production de pétrole des Etats-Unis, devenus l'an dernier le 1er producteur mondial d'or noir.

En mai et juin, le prix du pétrole a connu une grande volatilité du fait des tensions géopolitiques mais aussi des doutes croissants sur la croissance mondiale qui pourraient pénaliser la demande de pétrole. Le prix du baril de Brent a terminé le mois de juin à 64,7 dollars.

Une inflation toujours très modérée en France et en zone euro

L'inflation en zone euro est restée faible début 2019, autour de 1,2 % sur un an. L'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires) reste également faible (0,8 % sur un an en mai). Les coûts salariaux unitaires (qui rapportent l'évolution des salaires aux gains de productivité) ont un peu accéléré courant 2018 avec la modération de la croissance, mais la transmission aux prix de détail ne s'est pas faite. En France, le constat est similaire à celui de la zone euro. L'inflation s'était renforcée courant 2018 (sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et de

² Défisicalisation des primes versées par les entreprises en fin d'année, revalorisation de la prime d'activité, exonération de charges et d'impôts en faveur des heures supplémentaires, annulation de la hausse de CSG pour les bas revenus, annulation des hausses de fiscalité écologique prévues à partir de 2019.

l'augmentation des taxes sur le tabac) mais fluctue autour de 1,5 %, tandis que l'inflation sous-jacente reste très modérée (inférieure à 1%).

Baisse marquée des taux d'intérêt

Face au risque accru d'un ralentissement marqué de l'activité, les banques centrales ont opéré un changement de ton notable depuis le début de l'année 2019. Alors qu'une large majorité d'entre-elles étaient, soit engagées dans une phase de normalisation de leur politique monétaire, soit dans l'attente d'une opportunité de l'initier, le resserrement n'est plus l'option qu'elles privilégient à présent. Cet environnement a tiré à la baisse les taux des emprunts d'Etat. De plus, la persistance d'une certaine aversion pour le risque en lien avec les tensions sino-américaines favorise toujours la recherche des actifs considérés comme les plus sûrs, ce qui pèse également sur les rendements des emprunts d'Etat.

Aux Etats-Unis, le taux à 10 ans des emprunts d'Etat de référence (*T-notes*) a perdu plus de 120 points de base fin juin par rapport à son niveau d'octobre 2018. En France, le taux à 10 ans des emprunts d'Etat de référence (OAT 10 ans) a reculé de près de 90 points de base, de même que son équivalent allemand (Bund). Ce dernier est resté en territoire négatif depuis le début du mois de mai tandis que l'OAT 10 ans est devenu négatif à la fin du mois de juin. Ce repli des taux longs a entraîné un net rapprochement des taux d'intérêt de court terme et de long terme. Au sein de l'Union monétaire, la réduction des écarts de taux s'est poursuivie. Seul le taux italien a connu de la volatilité du fait du nouveau bras de fer engagé en mai entre le gouvernement et la Commission européenne au sujet de la soutenabilité de la dette publique.

De leur côté, les taux d'intérêt interbancaires dans la zone euro n'ont quasiment pas varié durant ce début d'année et sont restés négatifs du fait de la politique monétaire menée par la BCE. Cette dernière a en effet maintenu à -0,4 % son taux d'intérêt sur les dépôts des banques commerciales à la banque centrale, le véritable taux directeur pour la zone euro actuellement. En conséquence, l'Eonia a stagné au voisinage de -0,35 %. De son côté, l'Euribor 3 mois (le taux auquel les grandes banques se prêtent pour une durée de trois mois) a baissé à -0,35 %.

Nette remontée des cours sur les places financières en début d'année

A la faveur notamment de l'avancée des discussions commerciales sino-américaines, les Bourses mondiales ont connu un vif rebond depuis le début de l'année 2019, avec un point culminant atteint fin avril. Ce ressaut a permis aux marchés américains d'effacer les pertes enregistrées fin 2018. C'est moins le cas pour les marchés européens dans leur ensemble (marqués toutefois par de fortes disparités) et surtout pour le marché japonais.

En mai, l'enlisement voire la brusque détérioration des relations sino-américaines a suscité d'abord la prudence puis la défiance des investisseurs. Les Bourses ont nettement chuté, rognant une partie des gains du début de l'année. Un rebond des cours sur les principales places financières s'est opéré en juin suite aux discours accommodants des grandes banques centrales. Depuis le début de l'année, le CAC 40 a progressé de plus de 17 % fin juin, autour de 5 500 points.

Affaiblissement de l'euro, relative stabilité de la livre

Après une remontée en 2017, l'euro s'est affaibli face au dollar en 2018. Cette tendance s'est prolongée au 1er semestre 2019. Le changement de ton de la Fed a eu des conséquences importantes sur le marché des changes et a pesé sur la monnaie américaine. Cependant, la posture prudente adoptée par la Banque Centrale Européenne au même moment a pesé sur l'euro. De plus la monnaie européenne a été pénalisée par les signes de faiblesse de l'activité économique (résultats dégradés des enquêtes de conjoncture) et les risques politiques. Après être monté à près de 1,15 dollar en janvier, l'euro s'est affaibli pour atteindre 1,13 dollar en moyenne en juin.

La parité euro/livre a varié au gré des nouvelles sur le Brexit. La monnaie britannique a relativement bien résisté face aux turbulences politiques. Sur la fin du 1er semestre, les derniers développements du Brexit (échec de l'accord entre conservateurs et travaillistes et démission de Theresa May) ont cependant entraîné une dépréciation de la livre. En juin, la parité s'établit à 0,89 livre sterling pour un euro, soit quasiment à son niveau de décembre 2018.

Le real brésilien s'est fortement déprécié face au dollar sur les cinq premiers mois de l'année, du fait notamment d'une conjoncture économique dégradée et d'une situation politique complexe (difficulté du gouvernement Bolsonaro à faire accepter sa réforme des retraites). Depuis la fin du mois de mai, le réal s'apprécie face à la monnaie américaine et la parité s'établit à la fin du mois de juin à 3,85 réaux pour un dollar, soit quasiment son

niveau de décembre 2018. Enfin, le rouble s'est apprécié de près de 10 % face au dollar au 1er semestre 2019, à 63 roubles par dollar. Cette forte hausse de la monnaie russe a eu lieu en grande partie au mois de juin. Le rouble a en effet bénéficié de la décision de la banque centrale russe d'abaisser son principal taux directeur mais également du rebond des cours du pétrole.

1.2 Environnement réglementaire

Evolution de l'environnement bancaire

Les orientations de l'Autorité Bancaire Européenne ABE/GL/201802 sur la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux activités hors portefeuille de négociations définissent un nouveau cadre sur la mesure du risque de taux des banques.

Le régulateur demande ainsi aux établissements financiers de faire évoluer leur calcul du risque de taux du portefeuille au 30 juin 2019.

Ce nouveau cadre intègre notamment deux évolutions qui ont un impact significatif sur la gestion du risque de taux de la banque :

- La redéfinition des fonds propres éligibles : passage du total des fonds propres prudentiels aux seuls fonds propres de catégorie Tier 1.
- L'abaissement du taux plancher sur les taux sans risque : la mesure précédente intégrait un taux plancher de 0 % sur les taux quelle que soit la maturité. La nouvelle mesure applicable au 30 juin 2019 intègre un taux plancher compris entre -1 % court terme et 0 % sur le taux 20 ans.

Evolution des tarifs du courrier et du colis

Des évolutions tarifaires métropole, outre-mer et internationales du courrier et du colis ont eu lieu le 1^{er} janvier 2019 suite à l'avis rendu par l'ARCEP le 10 juillet 2018 (n°2018-0826). L'ensemble de ces évolutions respecte l'encadrement tarifaire de la période 2019-2022 fixé par la décision n°2017-1252 du 26 octobre 2017.

Au 1^{er} janvier 2019, La Poste a augmenté les tarifs courrier de 4,7 % en moyenne³. Le tarif de la Lettre prioritaire est passé de 0,95 € à 1,05 € tandis que celui de la première tranche de poids de la Lettre verte est passé de 0,80 € à 0,88 €. Pour tenir compte des usages de ses clients, La Poste a décidé de renforcer l'avantage tarifaire proposé par la Lettre verte qui a été porté à 17 centimes par rapport à la Lettre prioritaire, contre 15 centimes auparavant. En 2018, la Lettre verte, distribuée en 48h, plus économique et plus écologique, a été majoritairement utilisée avec 122 millions de lettres acheminées chaque mois à comparer aux 97 millions de Lettres prioritaires.

Le prix de la Lettre verte se situe juste au-dessus du niveau de la moyenne européenne des produits économiques (0,86 € en PPA⁴ France) tout en proposant un délai de distribution plus rapide : 2 jours contre 3 ou 4 jours dans la plupart des autres pays.

La remise accordée sur l'achat de timbres à imprimer chez soi (service MonTimbreLigne, accessible via laposte.fr) par rapport au prix du timbre classique reste à 3 centimes.

Sur le périmètre du service universel, les tarifs de la gamme de courrier de gestion marquent une hausse modérée de 2,3 %, et ceux du courrier publicitaire de 1,8 % afin de soutenir la compétitivité du média courrier.

Les tarifs des colis pour les envois domestiques des particuliers ont augmenté de 1,4 % en moyenne mais la première tranche de poids 0-250 g du Colissimo France Grand Public reste stable à 4,95 €. Les envois de moins de 2kg représentent près des trois quarts des volumes de colis envoyés par le grand public.

De plus, la dépense des ménages en produits postaux est de l'ordre de 44 € par an en moyenne. L'impact de la hausse 2019 est donc limité à moins de 3 € par an et par ménage.

³ 5 % sur l'ensemble des produits du service universel courrier/colis et 4,9 % en moyenne sur la base du chiffre d'affaires courrier donnant lieu à trafic

⁴ Parité pouvoir d'achat

Evolution non tarifaire du courrier et du colis

Au 1er janvier 2019, afin de simplifier les envois des particuliers à l'international, La Poste a fusionné les zones géographiques Union Européenne et Reste du Monde en une seule zone tarifaire dite Internationale. Le prix de la Lettre Internationale de 0 à 20g est fixé à 1,30 €.

Evolution tarifaire de la presse

Le 15 novembre 2018, l'ARCEP a émis un avis favorable sur les évolutions tarifaires 2019 des prestations de transport et de distribution de la presse assurées dans le cadre de la mission de service public de La Poste (n°2018-1395). Le 12 décembre 2018, ces évolutions de l'offre de service public de presse ont été homologuées par le ministre de l'économie et des finances.

Ainsi les tarifs évoluent en moyenne de +4,3 % avec une hausse moyenne de 4,8 % pour la généralité des publications titulaires d'un certificat d'inscription à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (CPPAP) et des augmentations singulièrement plus faibles pour les publications d'information politique et générale (PIPG, 2,8%) et les quotidiens à faibles ressources publicitaires (QFRP, 1,8%).

Compensation de la mission de service public relative au transport et à la distribution de la presse

Le 22 mars 2019, la Commission européenne a publié sa décision déclarant compatible avec le marché intérieur la compensation de la mission de service public relative au transport et à la distribution de la presse versée par l'État à La Poste pour la période 2018-2022, prévue dans le contrat d'entreprise.

1.3 Rapprochement de La Poste et de la Caisse des Dépôts : franchissement d'étapes clés pour la création d'un grand pôle financier public

La création de ce pôle public d'intérêt général, dont le principe avait été annoncé le 30 août 2018 par le Ministre de l'économie et des finances, viserait à renforcer la cohésion des territoires et à lutter contre la fracture territoriale sur l'ensemble du territoire à travers La Poste et la Caisse des Dépôts, opérateurs de proximité au service des citoyens. Il se donnerait pour ambition d'offrir des services bancaires et d'assurance adaptés aux besoins des collectivités locales, des entreprises et des particuliers grâce aux compétences de La Banque Postale, de la Caisse des Dépôts, de Bpifrance et de CNP Assurances.

La mise en oeuvre de ce projet serait réalisée par voie d'apport par l'Etat et la Caisse des Dépôts à La Poste, puis par celle-ci à La Banque Postale, de leurs participations respectives de 1,11% et 40,87% au sein de CNP Assurances. Au terme de cette opération, La Poste serait détenue majoritairement par la Caisse des Dépôts, ce qui est rendu possible par la loi relative à la croissance et à la transformation des entreprises (la loi PACTE, promulguée le 22 mai 2019), et la participation de La Banque Postale au capital de CNP Assurances, dont le modèle multi-partenarial est réaffirmé dans le cadre de ce projet, passerait ainsi à 62,13%.

L'Autorité des Marchés Financiers a annoncé le 25 juin à La Banque Postale son octroi de dérogation à l'obligation de déposer une Offre Publique d'Achat sur CNP Assurances ; cette dérogation est purgée de tout recours depuis le 8 juillet 2019.

Après la signature du protocole d'accord annoncée le 11 juin, La Banque Postale a dénoncé le 26 juin le pacte relatif à CNP Assurances conclu avec la Caisse des Dépôts, l'Etat, la Poste et BPCE le 2 septembre 1998.

Ce pacte cessera d'être en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020 et un nouveau pacte d'actionnaires entre la Caisse des Dépôts, La Poste, La Banque Postale et l'Etat prendra effet dès le 1^{er} janvier 2020, aux termes duquel les droits et obligations des parties seront identiques à ceux qu'elles avaient dans l'ancien pacte. Ce pacte restera en vigueur jusqu'à la réalisation des opérations, un concert perdurant entre les parties au nouveau pacte.

La réalisation de ce projet reste conditionnée à plusieurs étapes :

- Le bon achèvement des procédures d'information ou de consultation des instances représentatives du personnel des différentes entités ;
- Les autorisations de la commission de surveillance de la Caisse des Dépôts, du conseil d'administration de La Poste et du conseil de surveillance de La Banque Postale ;
- La signature d'un protocole d'accord engageant ;
- L'obtention des autorisations réglementaires auprès des autorités compétentes françaises et européennes.

1.4 Développements, partenariats et acquisitions

1.4.1 Services-Courrier-Colis

1.4.1.1 **Acquisition de DMC Santé par Asten Santé**

Asten Santé a complété l'acquisition de DMC Santé en avril. Fondé en 2006, DMC Santé est un prestataire de service qui assure la coordination des soins des patients à domicile. DMC Santé a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires de 2,6 millions d'euros.

Cette opération s'inscrit dans la stratégie, engagée depuis 2016, de diversification de La Poste dans les services de prestation de santé à domicile (PSAD), illustrée par l'acquisition d'Asten Santé et de Diadom. L'objectif est d'accompagner des patients malades chroniques dans l'utilisation de matériel médical ou de consommables dont ils ont besoin pour se soigner. La Poste ambitionne, dès 2020, de devenir leader de ce marché qui représente 3 milliards d'euros en France et qui bénéficie d'une forte croissance naturelle.

1.4.1.2 **Ouverture de la première Plateforme de Préparation et Distribution du Courrier automatisée**

La Poste a ouvert, le 7 mai, une nouvelle Plateforme de Préparation et de Distribution du Courrier (PPDC) automatisée à Poissy. Cette implantation s'inscrit dans le cadre du schéma directeur industriel de la branche Services-Courrier-Colis (BSCC) en cours de déploiement et présente la particularité d'intégrer le premier trieur automatisé nouvelle génération, permettant de gagner en temps préparatoire et d'améliorer les conditions de travail.

1.4.1.3 **Acquisition de wnDirect par Asendia**

En janvier, Asendia a acquis, auprès de GeoPost, wnDirect, entreprise spécialisée dans les services de livraison internationaux pour l'e-commerce. Cette opération renforce la position d'Asendia, acteur majeur sur le marché du courrier international pour l'envoi de documents, de petites marchandises, de marketing direct et presse.

1.4.1.4 **Le Groupe La Poste lance une nouvelle marque de Data Marketing et de communication de précision " ISOSKELE "**

En 2019, Le Groupe La Poste a créé une nouvelle entité, Isoskèle, spécialisée en data marketing et communication. Elle regroupe les activités de Mediapost Publicité (la régie du Home Media), Vertical-Mail (experte des stratégies d'acquisition B2B), Cabestan (spécialiste des services afférant aux logiciels CRM), SDS (Smart Datamark Services, qui optimise les bases de données) et Matching. Ces activités étaient avant le 1^{er} janvier 2019 positionnées au sein de la branche Numérique.

1.4.2 GeoPost/DPDgroup

1.4.2.1 **Acquisition de nouvelles franchises Seur**

GeoPost poursuit la consolidation du réseau Seur avec l'intégration en janvier 2019 de cinq nouvelles franchises, réparties sur l'ensemble du territoire espagnol : Tolède et Cuenca au centre du pays, Grenade au Sud, San Sebastian au Pays Basque et Ponferrada au nord-ouest.

GeoPost détient à fin juin 2019, 94,1 % du franchiseur Seur.

1.4.2.2 **Chronopost renouvelle sa gamme de Prêt-à-Expédier**

Lancée le 1^{er} mars, la nouvelle gamme « Prêt-à-Expédier » permet le suivi en ligne et la livraison reprogrammable avec Predict, la solution de livraison sur rendez-vous. Les 21 formats de Prêt-à-Expédier comprennent l'emballage, la livraison en express et le suivi de l'envoi, et concernent des envois jusqu'à 12 kg. La garantie « Livré dans les délais ou offert » sur simple inscription du client complète l'offre.

1.4.2.3 **DPD Hollande – ouverture du hub de Eindhoven**

Le 11 avril, DPD Hollande a ouvert le plus grand centre international européen de tri et de distribution de colis. Ce hub « vert », à la pointe de la technologie, génère grâce à son convoyeur et à l'ensemble de la conception du hub, une empreinte carbone minimale. Il offre en outre de nombreuses possibilités pour les Pays-Bas comme pour le reste de l'Europe, car il est utilisé non seulement comme dépôt pour les livraisons régionales mais également comme hub international et lieu de transit pour les opérations de transport de grande envergure, rendant notamment possibles les livraisons en 24h pour les destinations européennes situées dans un rayon de 800 kms.

1.4.3 La Banque Postale

1.4.3.1 **Acquisition de la participation de 35 % de Société Générale dans La Banque Postale Financement**

La Banque Postale a racheté à la Société Générale sa participation de 35 % dans La Banque Postale Financement en date du 1^{er} mars 2019, suite aux accords obtenus des autorités réglementaires et de la concurrence, et en détient

désormais 100 %. Cette opération résulte de l'arrivée à échéance du partenariat conclu dix ans plus tôt avec le groupe Société Générale qui avait pris une participation de 35 % au capital de cette filiale en échange de l'apport de la totalité de ses fonds propres pour un montant de 400 millions d'euros.

Société Générale restera un partenaire de La Banque Postale Financement au travers du maintien des conventions de prestations de services pour le recouvrement et l'assurance des emprunteurs, et, d'une manière plus générale, un partenaire important pour La Banque Postale, notamment avec Transactis, filiale commune spécialisée dans la monétique et les paiements.

1.4.3.2 **Discussions entre La Banque Postale et le Groupe BPCE en vue d'approfondir et étendre leur partenariat industriel**

A l'occasion de la constitution d'un grand pôle financier public, le Groupe BPCE et La Banque Postale ont agréé le principe d'un partenariat industriel élargi.

Ce partenariat se déclinerait en différents volets dont la mise en œuvre d'un projet de rapprochement des activités de gestion de taux euros, principalement assurantielle, d'Ostrum AM et de LBPAM au sein d'une plate-forme commune contrôlée par Natixis IM dans le cadre d'une gouvernance équilibrée. La gestion de tous les actifs LBPAM resterait réalisée selon ses normes ISR. LBPAM resterait majoritairement contrôlée par La Banque Postale.

1.4.3.3 **Innovation et inclusion bancaire**

Banque engagée et citoyenne, La Banque Postale joue un rôle essentiel dans la lutte contre l'exclusion bancaire et agit quotidiennement en faveur de l'accès du plus grand nombre à des services bancaires de qualité.

- La Banque Postale, partenaire de l'ADIE depuis 8 ans, a participé à la première semaine de l'entrepreneuriat pour tous qui s'est tenue du 28 janvier au 2 février, dans le but de promouvoir le microcrédit professionnel.
- Soucieuse d'accompagner au mieux les entrepreneurs dans le lancement de leur activité, La Banque Postale a lancé en avril une formule de compte à moins de dix euros, un tarif intégrant les frais de fonctionnement et un service de banque à distance par internet.

1.4.3.4 **Poursuite de la digitalisation de l'offre**

La Banque Postale Assurance Santé et +Simple.fr, assurtech spécialiste de l'assurance pour les TPE et travailleurs indépendants, mettent leur savoir-faire en commun et ont lancé en mars une plateforme digitale à destination de la clientèle professionnelle qui propose de répondre aux obligations réglementaires de mise en place d'une complémentaire santé pour les salariés, avec un parcours de souscription digital. A cette occasion, une nouvelle offre de complémentaire santé collective est proposée aux TPE ainsi qu'une offre de santé collective affinitaire destinée à la convention collective nationale des bureaux d'études.

La Banque Postale innove également dans les moyens de paiement pour offrir les solutions les plus adaptées à toutes les clientèles tout en garantissant la sécurité des paiements. Ainsi :

- La Banque Postale adopte Apple Pay, qui garantit la simplicité, la sécurité et la confidentialité des paiements. Les clients peuvent ainsi régler leurs achats sans utiliser leur carte et chaque transaction est contrôlée grâce à un code de sécurité dynamique unique, propre à la transaction.
- Depuis avril 2019, La Banque Postale offre à ses clients une capacité de personnalisation inédite de leur carte bancaire selon leurs usages, leurs besoins, l'endroit où ils se trouvent. Ils ont ainsi accès à un éventail complet de fonctionnalités via leur application mobile (activer ou désactiver des services, modifier les plafonds, effectuer une mise en opposition...) leur apportant ainsi de l'autonomie, de l'immédiateté, un gain de temps et de la liberté dans le pilotage de leur carte.

Après une première phase de déploiement en juin 2019 auprès des collaborateurs du Groupe La Poste, Ma French Bank, une banque 100% digitale, sera proposée au grand public en juillet 2019. Accessible sans conditions de ressources, Ma French Bank répond aux attentes d'une nouvelle génération de clients et offre une large palette de services innovants, communautaires et solidaires : crédits, découverts, produits d'épargne, financement participatif avec KissKissBankBank.

1.4.3.5 **Actions en faveur de la finance responsable**

A l'occasion de la 3^{ème} édition des Assises de la banque citoyenne, La Banque Postale réaffirme ses engagements pris pour une finance responsable : émission d'un Green Bond, accompagnement des clients dans leurs démarches de rénovation énergétique ou encore développement de solutions de financement verts. Ainsi :

- La Banque Postale a émis un Green Bond (sa première obligation verte, sociale et durable) de 750 millions d'euros le 15 avril dernier. Elle participe ainsi, à travers cette opération dédiée au financement et/ou refinancement de projets d'installation d'énergies renouvelables (éolienne et photovoltaïque), au

développement de nouvelles solutions financières permettant de faire avancer les enjeux environnementaux et sociaux.

- La Banque Postale étoffe son offre de produits et services responsables en proposant des prêts verts à destination des collectivités locales, prêts refinancés par des obligations vertes émises par la banque publique de développement SFIL.
- La Banque Postale a signé un accord-cadre avec la Banque européenne d'investissement (BEI) pour favoriser le développement des énergies renouvelables (centrales photovoltaïques, éoliennes). La BEI mettra à sa disposition des liquidités à taux préférentiel et pourra également participer en risque à hauteur de 50 % des crédits mis en place par La Banque Postale.
- La Banque Postale lance plusieurs actions pour accompagner les clients dans leurs démarches de rénovation énergétique ou encore développer des solutions de financement verts avec :
 - Le lancement d'une nouvelle version de la plateforme digitale développée avec le partenaire EDE (Economie D'Energie), pour conseiller et accompagner les projets de rénovation énergétique des clients La Banque Postale (pré-diagnostic énergétique, détermination du montant de la prime d'économie d'énergie, simulation du plan de financement et mise en relation avec les artisans de proximité labellisés RGE – Reconnus Garants de l'environnement -).
 - Le lancement de l'Eco PTZ Habiter Mieux pour le financement de travaux d'amélioration de la performance énergétique pour les clients les plus modestes.
 - Un partenariat avec la Fédération SOLIHA, opérateur de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), pour un accompagnement social, financier et technique des clients les plus vulnérables dans leur projet de rénovation et d'exécution des travaux.

1.4.4 Le Réseau La Poste

1.4.4.1 **Renforcement du maillage des Maisons de Services Au Public**

Dans les zones peu équipées et afin de répondre au sentiment d'abandon de l'Etat exprimé lors du Grand Débat National, La Poste a validé l'extension de son offre de services existante (500 MSAP) par la création d'au moins 250 nouveaux sites en partenariat avec les huit opérateurs dont Pôle Emploi, la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) et la Caisse d'allocations familiales (CAF).

1.4.4.2 **Déploiement de l'inclusion sociale et numérique**

Dans le cadre de ses missions de services publics d'aménagement du territoire et d'accessibilité bancaire, le Réseau La Poste, en partenariat avec La Banque Postale, déploie cette année un ambitieux programme d'inclusion sociale et numérique, dans 300 bureaux. L'évaluation du niveau d'autonomie des clients est réalisée à l'aide de tablettes par les médiateurs ou les chargés de clientèle et, en fonction du diagnostic établi, trois niveaux d'accompagnement sont proposés pouvant comporter des formations au numérique en partenariat avec La Banque Postale qui apporte son soutien pour développer et pérenniser un service d'aidants numériques grâce à des réseaux associatifs.

1.4.4.3 **Evolution du projet CAP Client 3.0**

Le nouvel outil des conseillers bancaires mis en place en 2018 au niveau des bureaux de poste, qui permet d'avoir la vue synthétique de l'ensemble des produits détenus par le client, se déploie en 2019 dans les centres financiers.

1.4.4.4 **Extension de la Démarche Comportement Incivilité DCI**

Initiée depuis 2014 au sein du Réseau, cette démarche a été renforcée en janvier 2019, en ciblant les comportements d'incivilités à hauts risques, par la mise en place d'un numéro unique permettant de joindre un opérationnel de la sécurité de jour comme de nuit. Cette démarche a été testée sur des bureaux pilotes et est maintenant proposée aux bureaux les plus exposés.

1.4.5 La Poste Mobile

1.4.5.1 *Offre fixe pro*

La Poste Mobile a complété sa gamme avec le lancement le 15 avril 2019 de l'offre box ADSL à destination de la clientèle professionnelle.

1.4.6 Le Numérique

1.4.6.1 *Acquisition de Marketshot dans le secteur du Marketing Digital*

En février 2019, la branche Numérique a pris une participation majoritaire au capital de Marketshot, société éditrice du comparateur Choisir.com. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie du Groupe La Poste de développer à la fois ses activités d'éditeur de services digitaux pour les particuliers mais aussi de contribuer à l'enrichissement de son capital data.

1.4.6.2 *Rachat des minoritaires d'Ametix*

Docaposte, filiale du Groupe La Poste spécialisée dans l'accompagnement des entreprises et des administrations dans leur transformation numérique et mobile, détient Ametix depuis avril 2017. Docaposte en a racheté les parts minoritaires, en avril 2019, détenant ainsi 100 % de l'entité. En deux ans, Ametix a plus que doublé son chiffre d'affaires.

Fondée en 2011, Ametix est une entreprise de service numérique spécialisée dans les métiers du web technique et du marketing. Son cœur de métier consiste à mettre en place des stratégies de recrutement sur-mesure pour accompagner ses clients dans la construction de leurs équipes. Plus de 200 entreprises, grands comptes, PME et start-up, lui font confiance.

1.4.6.3 *Acquisition de Brains, dans le secteur du conseil Digital*

Deux ans après le rachat d'Ametix, Docaposte poursuit sa croissance et consolide sa position d'acteur majeur dans la transformation numérique des entreprises. Il a fait l'acquisition en janvier de 100 % du capital de Brains, cabinet de conseil expert dans l'accompagnement à la digitalisation des entreprises.

1.4.6.4 *Mise en ligne d'une nouvelle version du site laposte.fr*

Avec plus de 19 millions de visiteurs uniques (y compris visites mobiles), chaque mois, le site laposte.fr poursuit son développement. En janvier 2019, le Groupe La Poste a mis en ligne une nouvelle version du site avec une approche e-commerce plus pratique et plus simple des services postaux en ligne.

1.4.6.5 *Intelligence artificielle*

En 2019, le Groupe, appuyé notamment par Probayes sa filiale spécialisée en IA, a multiplié les projets de data science. Des programmes de chat bot conversationnel ont ainsi été lancés avec laposte.fr et Digiposte. Par ailleurs, des projets liés à l'évitement de la fraude bancaire et à l'optimisation des flux colis ont été déployés.

1.4.7 L'immobilier

1.4.7.1 *Nantes Maison de l'Innovation*

Le projet Nantes Maison de l'Innovation, validé en avril 2019 permettra, à horizon 2021, de réunir sur un site unique innovant de l'île de Nantes, près de 800 informaticiens et chercheurs du Groupe La Poste actuellement répartis sur quatre sites différents de l'agglomération.

L'objectif est de créer un pôle d'expertise et d'innovation regroupant toutes les compétences du Groupe dans le domaine des systèmes d'information, et de favoriser ainsi les synergies entre les équipes des Branches, entre services de production et fonctions support, et les services de cybercriminalité du Groupe.

1.4.7.2 *Poste Immo pourrait convertir des bâtiments postaux en Résidences Services Seniors*

Dotée d'un patrimoine important dans les villes moyennes, Poste Immo réfléchit à de nouveaux usages pour ces bâtiments. C'est pourquoi elle a sollicité, au premier trimestre 2019, des opérateurs pour réfléchir au devenir d'un portefeuille de 14 sites. Retrouver des usages pour des immeubles souvent situés en cœur de ville permet de réduire la vacance de ses bâtiments, de valoriser un patrimoine remarquable, et de contribuer au développement de la silver économie, en cohérence avec la stratégie de diversification de La Poste. Des services estampillés La Poste (Ardoiz, Axeo Services, Asten, Diadom, etc.) seront d'ailleurs intégrés chaque fois que c'est possible dans les prestations.

1.4.7.3 *Une stratégie d'appels à projets, levier d'innovation*

Les appels à projet constituent une opportunité de capter les démarches innovantes du marché et de valoriser le patrimoine immobilier du Groupe.

Deux appels à projet majeurs sont en cours :

- Rennes Palais du commerce : début 2019, le groupement Frey a été retenu lauréat pour le Projet « Renaissance » élu à l'unanimité par le jury composé de représentants de La Poste, de la ville de Rennes et d'architectes indépendants pour faire de cet hôtel des postes emblématique une ambition urbaine, architecturale, commerciale et environnementale ;
- Appel à projet années 70 : la démarche a été lancée fin 2018 sur 2 sites, à Cergy et Amiens, puis en mars 2019 sur Grenoble, afin de trouver de nouveaux usages et révéler le potentiel innovant de bâtiments typiques de l'architecture des années 70.

1.4.7.4 Lemnys D, 2^{ème} site du siège social du Groupe, Paris 15^{ème}

En juin 2019, des postiers se sont installés dans un nouveau bâtiment, le Lemnys D construit dans le prolongement du Lemnys (ABC). Cette extension du Village La Poste (VLP) -Siège Social du Groupe accueillera progressivement près de 1 100 collaborateurs du Groupe qui viendront s'ajouter aux 2 200 résidents du Village La Poste (VLP) déjà installés au Lemnys (ABC). Le VLP Siège comptera alors 4 600 collaborateurs répartis entre le Lemnys et Brune.

Avec ce nouveau bâtiment, La Poste renforce la proximité entre les équipes opérant dans des domaines fonctionnels semblables.

1.5 Engagement du Groupe en faveur du développement responsable

Le Groupe La Poste développe une politique d'engagement sociétal qui est au cœur du plan stratégique « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir » et s'articule autour de 3 enjeux clés :

- La cohésion sociale et territoriale
- L'avènement d'un numérique éthique et responsable
- La réalisation des transitions écologiques

1.5.1 Cohésion sociale et territoriale

Présent sur l'ensemble du territoire français, Le Groupe La Poste renforce ses relations avec les acteurs locaux et son offre de services de proximité pour l'ensemble des habitants, des plus entreprenants aux plus fragiles :

- La Poste a réaffirmé, en juin, son engagement auprès d'une quarantaine de structures de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) autour d'enjeux de co-développement et d'innovation sociétale au sein de l'Alliance Dynamique. Cet engagement s'appuie désormais sur une quarantaine de projets réalisés dans les territoires en collaboration avec des acteurs de l'ESS (ex. inclusion numérique, portage de repas à domicile pour des seniors, implantation d'un relais Poste en Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), logistique urbaine).
- Le Groupe La Poste et l'Association des maires ruraux de France (AMRF) ont renouvelé leur partenariat en mai en signant une convention qui définit des axes de travail communs. Les communes rurales constituent un point d'appui privilégié pour toute politique d'aménagement du territoire. La Poste, en alliant la force du digital, ses 17 373 points de contact et la présence humaine de près de 71 000 facteurs, a l'ambition de simplifier la vie des citoyens.

1.5.2 Un numérique éthique et responsable

Le Groupe La Poste développe sa démarche en faveur d'un numérique utile, responsable, choisi et accessible au service de tous :

- La Banque Postale et La Poste poursuivent leurs actions pour favoriser l'inclusion sociale, numérique et bancaire. Fidèle aux engagements pris lors de ses premières Assises de la Banque Citoyenne, un dispositif national en faveur de l'inclusion sociale, numérique et bancaire est en cours de déploiement avec pour cible 300 bureaux de poste d'ici la fin de l'année 2019. L'objectif visé est de permettre la détection des personnes en difficulté avec les usages numériques et de proposer un accompagnement adapté à leurs besoins, dans les bureaux et/ou en dehors, à travers le réseau des associations partenaires.

- A l'occasion de la Green Tech verte, organisée en juin par le Ministère de la transition écologique et solidaire, Le Groupe La Poste a signé la Charte du Numérique Responsable de l'Institut du Numérique Responsable. Avec la signature de cette charte, La Poste entend affirmer et renforcer ses engagements en matière de numérique responsable. La Poste est un des membres fondateurs de l'Institut du Numérique Responsable qui a pour objectif d'agir sur les trois enjeux clés du numérique responsable : la réduction de l'empreinte (économique, sociale et environnementale) du numérique et la création de valeur durable et d'innovation responsable via le numérique.

1.5.3 Transition écologique

Le 1er semestre 2019 a été marqué par plusieurs jalons importants dans la transition du Groupe vers un modèle durable et responsable avec, notamment, le développement de la livraison verte et de la logistique verte :

- Le réseau de logistique urbaine Urby, a été lancé en début d'année. A partir de plusieurs sites en ville, Urby propose des services de stockage et de livraison urbaine aux transporteurs, messagers, commerçants, artisans, collectivités, entreprises et particuliers, en utilisant des véhicules à faible niveau d'émissions et des vélos.
- Conformément à l'engagement en faveur d'une transition bas-carbone, les objectifs de La Poste SA ont été approuvés le 21 juin par la Science Based Targets initiative (SBTi). La Poste SA s'engage ainsi à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) des scopes 1 et 2 de 51 % (en valeur absolue) d'ici 2025 par rapport à 2013, alignés sur la trajectoire +1,5°C. Elle s'engage également à diminuer les émissions GES scope 3 de 14 % (en valeur absolue) d'ici 2025 par rapport à 2013.
- Le Groupe s'est engagé dans la mise en place d'un Système de Management de l'Energie (SME) pour soutenir la démarche d'amélioration continue de sa performance énergétique. La première vague de déploiement du système de management de l'énergie a commencé à la fin 2018 : la solution interne de pilotage de l'énergie est en cours d'installation sur 325 bâtiments de La Poste, répartis sur tout le territoire, dans toutes les branches. Elle concerne 10 000 postiers.
- En matière de certification, DPDgroup poursuit son programme de réduction des émissions de CO₂ : ainsi, le hub Eindhoven, ouvert en avril, a obtenu le label Green DPC A+ et le hub Le Coudray-Montceaux a reçu un label Green DPC (déclaration de Performance Energétique avec un niveau B en économie d'énergie et niveau A pour le niveau d'émission des GES).
- Le premier dépôt électrique de DPD Irlande « ElectricCity », vient d'ouvrir ses portes en mai dernier à Dublin. Une flotte électrique livre désormais le centre-ville de Dublin et offre ainsi aux résidents de ce quartier un « dernier kilomètre vert ». Ce déploiement s'inscrit en cohérence avec l'engagement pris par DPD que chaque colis livré soit neutre en carbone.
- Le Groupe maintient le déploiement de sa flotte de véhicules électriques. DPD Irlande a notamment annoncé, en avril, s'apprêter à investir 3,2 millions d'euros pour que sa flotte devienne électrique. Cet investissement englobe l'achat des véhicules électriques, le recrutement de personnel, la formation des employés, l'achat de dépôts et leur réaménagement.
- Lors du salon « Produrable » et un an après son lancement, Recygo, filiale du Groupe La Poste et du groupe Suez, a affiché des résultats prometteurs. Spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets de bureau (papiers, cartons, bouteilles, canettes, cartouches, etc.), les activités de Recygo permettent d'éviter l'émission de 30 tonnes de CO₂ par jour et contribuent à la mise en œuvre de la Loi pour la Transition Énergétique et notamment le décret « 5 flux » qui rend obligatoire le tri des déchets de papiers et cartons, plastiques, métal, bois et verre.
- Le digital ayant un impact croissant sur la planète, Le Groupe La Poste a déjà pris plusieurs initiatives concrètes, appelées à être étendues, visant à réduire l'empreinte environnementale liée à ses systèmes d'information et de communication. Ainsi, après l'opération pilote « Répondez à l'appel du recyclage » lancée dans 6 agglomérations de la région Auvergne-Rhône-Alpes de novembre à décembre 2018, 7 000 anciens smartphones ont été collectés en huit semaines par La Poste auprès de particuliers, pour le compte de l'éco-organisme Eco-systèmes. Les appareils peuvent ainsi être triés par les Ateliers du Bocage en vue de leur réemploi ou de leur recyclage.

- A l'occasion de la 3^{ème} édition des Assises de la Banque Citoyenne qui s'est tenue en avril 2019, La Banque Postale réaffirme ses engagements en faveur d'une finance responsable⁵.

1.5.4 Un engagement au service des clients

Afin de répondre à l'évolution des attentes et modes de consommation, Le Groupe La Poste s'attache à déployer des offres innovantes et responsables :

- Acteur engagé auprès des territoires et premier prêteur bancaire des collectivités locales, La Banque Postale a étoffé, fin mai 2019, son offre de produits et services responsables en proposant des prêts verts à destination des collectivités locales. Ces prêts sont refinancés par des obligations vertes émises par la banque publique de développement SFIL. Les projets éligibles aux prêts verts concernent les investissements dans des projets de mobilité propre, d'eau et d'assainissement, de valorisation des déchets, de construction et de rénovation énergétique des bâtiments publics et de production d'énergie renouvelable.
- En 2018, une expérimentation a été menée en Normandie pour tester un nouveau processus de traitement des réclamations courrier et colis en « Boucle Courte ». Cette expérimentation est étendue en 2019 à près de 1 300 bureaux de poste et plus de 500 sites courrier et colis. La généralisation de ce nouveau processus est programmée pour début 2020. Ce nouveau processus a pour objectif de répondre aux nouvelles attentes des clients en termes de rapidité – voire d'immédiateté issue des pratiques de référence dans le numérique – et de proximité. Ainsi, le client qui souhaite exprimer sa réclamation en bureau de poste est pris en charge immédiatement par un chargé de clientèle et mis en relation avec les équipes Courrier et Colis qui vont le recontacter dans les 24 heures pour convenir des modalités de rétablissement du service.

1.5.5 Un engagement sociétal reconnu et récompensé

L'engagement sociétal du Groupe La Poste continue à être reconnu et récompensé. Le début de l'année 2019 a été marqué par deux nouveaux jalons importants dans la valorisation de la performance sociétale et environnementale du Groupe :

- Depuis janvier 2019, Le Groupe La Poste fait désormais partie des 126 entreprises leaders en termes de performance environnementale selon CDP. 22 entreprises françaises seulement sont notées A par le CDP sur un total d'environ 7 000 entreprises cotées au niveau mondial par cet organisme indépendant de référence. 1^{ère} du secteur " Transport Services", La Poste est le seul opérateur postal au monde noté A.
- Après La Poste en 2018, La Banque Postale a émis avec succès en avril 2019 sa première obligation verte, d'un montant de 750 M€. La Banque Postale entend devenir un émetteur régulier sur le marché des obligations vertes, sociales & durables et réaffirme, à travers cette opération, son engagement face aux enjeux environnementaux et sociétaux. Ce dernier a été reconnu par les agences de notation extra-financière Vigéo-Eiris (qui note La Banque Postale 69/100) et ISS-Oekom, laquelle place La Banque Postale première banque française et deuxième au monde avec un rating B-.

1.6 La Poste, un employeur responsable

1.6.1 Dialogue social

A la suite des élections professionnelles de décembre 2018, les nouvelles instances des représentants du personnel ont été installées aux niveaux national et local à La Poste en février dernier.

Après la signature de 13 accords et avenants en 2018, le premier semestre 2019 a été marqué par la conclusion des 5 accords et avenants suivants :

- Le 9 janvier 2019, deux avenants aux accords du 8 décembre 2006, instaurant respectivement, au sein du Groupe La Poste, le Plan d'épargne Groupe et le Plan d'épargne pour la retraite collectif (signés par la CFDT, FO et la liste *Unis pour Agir* : CFTC, CGC, UNSA) ;
- Le 18 mars 2019, l'accord relatif aux mesures salariales pour l'année 2019 (signé par la CFDT, FO, la liste *Osons L'avenir* : CFTC, CFE-CGC, et l'UNSA) ;

⁵ Détails en chapitre 1.4.3.5 de ce présent rapport

- Le 10 mai 2019, le 7^{ème} accord en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap (signé par la CGT, la CFDT, FO, la liste *Osons L'avenir* : CFTC, CFE-CGC, et l'UNSA) ;
- Le 29 mai 2019, l'accord relatif à l'insertion des jeunes et emploi des seniors (signé par la CFDT, FO, la liste *Osons L'avenir* : CFTC, CFE-CGC, et l'UNSA).

En outre, un accord sur l'égalité entre les femmes et les hommes a été ouvert à la signature mi-juillet. Enfin, la négociation d'un accord sur la fonction managériale a débuté le 21 juin.

1.6.2 Formation et évolution professionnelle

Le déploiement des cinq grands programmes de formation (formations cœur de métier, individuelles, numériques, parcours qualifiants et développement managérial) s'est poursuivi au cours du semestre. A noter :

- A fin juin 2019, la proportion de postiers ayant bénéficié d'une formation s'est établie à 54,69 % (un chiffre en hausse comparé à 50,3 % en 2018 à la même date) ; l'objectif est d'atteindre 80 % en fin d'année ;
- A fin juin, le nombre de parcours qualifiants ayant été engagés depuis 2015 a atteint 41 376 (après 37 000 fin 2018), en ligne avec le calendrier qui prévoit 50 000 parcours d'ici fin 2020 ;
- A fin juin, l'Institut du management (IM) et l'Institut du développement (ID) avaient dispensé sur les six premiers mois, une formation à 6 680 managers pour l'IM et 19 812 postiers pour l'ID.

Cette politique de formation vise à permettre à chacun de maintenir les compétences nécessaires et de développer de nouveaux savoir-faire en lien avec les nouvelles activités du Groupe.

En matière d'évolution professionnelle, la mobilité interne se maintient à son rythme 2018 ; la mobilité externe vers le secteur de l'économie sociale et solidaire se développe.

1.6.3 Santé et qualité de vie au travail

Le programme *Bien dans son Travail*, destiné à améliorer la santé et la qualité de vie au travail, engagé fin 2016 et déployé dans le cadre d'un plan pluriannuel, continue de faire l'objet d'une attention particulière : prévention de l'accidentologie et de l'inaptitude, démarche d'accompagnement et de reprise du travail pour les postiers en absence longue (APALA), élaboration d'une démarche d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants, déploiement des échanges *ParlonZen* (formation de 1 600 managers et de 140 accompagnateurs pour déployer cette méthode d'identification et de résolution des difficultés concrètes par les équipes), et déploiement du plan *Bien dans son travail sur écran*.

La baisse du taux de fréquence des accidents du travail, constatée à La Poste maison mère en 2017 (-2,2 %), puis en 2018 (-7,8 %), se poursuit, avec une nouvelle baisse de 1,5 % entre janvier et fin mai 2019.

L'effort de remise à niveau des locaux professionnels des postiers (programme *BOLOCO*) lancé en 2016, se poursuit en 2019.

Le droit à la déconnexion des travailleurs, mis en œuvre depuis 2016 est en cours d'extension aux smartphones et aux tablettes.

Fin juin 2019, La Poste comptait 3 202 télétravailleurs ; ce chiffre a connu une hausse de 61 % depuis juin 2018.

Par ailleurs le nouvel index sur l'égalité professionnelle femmes/hommes de La Poste maison-mère publié en février 2019 est de 94 sur 100. Ce score confirme le bon positionnement de La Poste en matière d'égalité.

1.6.4 Offre sociale et logement

La Poste a prévu de consacrer plus de 200 millions d'euros à son offre d'activités sociales en 2019. Début 2019, les instances des activités sociales, COGAS et CTPC, ont été renouvelées suite aux résultats des élections professionnelles de 2018. Les orientations pour les 4 prochaines années ont été validées par le COGAS du 27 juin 2019.

Au premier semestre 2019, 8 097 postiers ont bénéficié d'une aide ou d'un accompagnement, dont 5 536 aides aux débutants, et 798 postiers additionnels ayant accès à un logement social.

2. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

Les informations financières présentées sont issues des comptes consolidés au 30 juin 2019 du Groupe La Poste.

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 16 en cas d'application de la méthode de transition « rétrospective modifiée », retenue par Le Groupe La Poste, les chiffres comparatifs 2018 ne sont pas retraités de l'application IFRS 16.

	Exercice clos le 30 juin						
	2019.06	2018.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs n-1 (Hors IFRS 16) (en M€)	(en %)	vs n-1 (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>							
Performance opérationnelle du Groupe							
Produits opérationnels	12 795	12 246	0	+549	+4,5	+114	+0,9
Résultat d'exploitation (après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	572	806	35	-268	-33,3	-279	-34,7
Marge opérationnelle	4,5 %	6,6 %		-	-2,4 pt	-	-2,3 pt
Résultat net part du groupe	474	636	0	-162	-25,5	-168	-26,4
Marge nette	3,7 %	5,2 %		-	-1,5 pt	-	-1,4 pt
Free cash-flow (a)	132	250		-118	-47,3		
Chiffres clés - La Banque Postale							
Produit Net Bancaire	2 850	2 926	0	-76	-2,6	-76	-2,6
Coefficient d'exploitation	83,2 %	81,4 %		-	1,8 pt		

^(a) Se reporter au chapitre 5.1.3

	Exercice clos le 30 juin				
	2019.06	2018.12	Variation		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs n-1 (Hors IFRS 16) (en %)	
<i>(en millions d'euros)</i>					
Indicateurs financiers clés					
Dettes nettes (a)	6 231	3 442	2 534	+254	+7,4
Capitaux Propres Part du Groupe	12 451	12 014	-149	+586	+4,9
Dettes nettes / CP	50,0 %	28,7 %		-	0,7 pt
Résultat net / CP	5,1 %	6,6 %		-	-1,6 pt
Common Equity Tier 1 (b)	12,7 %	11,7 %		-	1,0 pt
Ratio crédits sur dépôts	85 %	86 %		-	-1,2 pt

^(a) La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent

^(b) Ratios CET1 fully-loaded

Les données de juin 2018 sont présentées en proforma. Ce proforma inclut des modifications sectorielles : l'entité wnDirect auparavant dans la branche GeoPost a été transférée au sein de la branche Services – Courrier – Colis, des entités Médiapost sont également transférées de la branche Numérique à la branche Services – Courrier – Colis. Ce proforma diffère donc du publié de juin 2018 sur les branches Services – Courrier – Colis, GeoPost et Numérique, ainsi que sur les intersecteurs.

2.1 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du Groupe La Poste s'établissent à 12 795 millions d'euros à fin juin 2019, et progressent de 549 millions d'euros par rapport à juin 2018 soit +4,5 %. Cette hausse est portée par la croissance des activités express de GeoPost et par l'intégration de la filiale Asendia, qui compensent ainsi la baisse du chiffre d'affaires du courrier traditionnel pénalisé par la baisse des volumes, et du PNB de La Banque qui subit les effets d'un contexte bancaire difficile.

	Exercice clos le 30 juin					
	2019.06	2018.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
		<i>proforma</i>	<i>vs n-1</i>		<i>vs n-1</i>	
<i>(en millions d'euros)</i>		<i>sectoriel</i>	<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>	<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Services – Courrier – Colis	6 122	5 771	+351	+6,1	-74	-1,3
GeoPost	3 730	3 478	+252	+7,2	+252	+7,3
La Banque Postale	2 850	2 926	-76	-2,6	-76	-2,6
Numérique	339	313	+26	+8,4	+14	+4,6
Autres secteurs et intercos	-245	-241	-4	+1,7	-1	+0,5
PRODUITS OPERATIONNELS	12 795	12 246	+549	+4,5	+114	+0,9

Après retraitement des effets périmètre, soit +436 millions d'euros portés essentiellement par la branche Services-Courrier-Colis (+425 millions d'euros) et par le Numérique (+12 millions d'euros) et d'un effet change défavorable de -2 millions d'euros, dont -2 millions d'euros sur le rouble, -2 millions d'euros sur le real brésilien, -3 millions d'euros sur le zloty polonais et +5 millions d'euros sur la livre sterling, la croissance organique du Groupe à fin juin 2019 atteint 114 millions d'euros, soit +0,9 %.

Les produits opérationnels du premier semestre 2019 sont marqués par les éléments suivants :

- Augmentation du chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis à 6 122 millions d'euros, soit +351 millions d'euros représentant une progression de 6,1 % incluant 426 millions d'euros d'effets périmètre et change essentiellement induits par l'intégration au second semestre 2018 d'Asendia et dans une moindre mesure de DiaDom. Au sein de la branche, l'activité Colis continue d'enregistrer une progression organique de son chiffre d'affaires de 54 millions d'euros soit +6,3 %, portée par un effet trafic à jours ouvrés équivalents favorable de 57 millions d'euros (+9,6 %), essentiellement grâce aux flux BtoC en national tirés par la croissance du e-commerce. Les filiales positionnées sur les activités de logistique, e-logistique, marketing direct, transition énergétique, Silver Economie et courrier transfrontière enregistrent une croissance organique de 8 millions d'euros portée notamment par le courrier publicitaire. Le chiffre d'affaires du Courrier, qui baisse en organique de 136 millions d'euros par rapport à juin 2018 subit toujours la baisse structurelle des volumes du courrier adressé (-7,5 % à jours ouvrés équivalents). L'augmentation tarifaire intervenue au 1^{er} janvier 2019 (+180 millions d'euros), la tenue en mai 2019 des élections européennes avec distribution de professions de foi (+22 millions d'euros par rapport à juin 2018) et la croissance de l'international (+13 millions d'euros) compensent en partie la baisse des volumes ;
- Progression du chiffre d'affaires de GeoPost de 252 millions d'euros qui s'établit à 3 730 millions d'euros, dont 2 millions d'euros d'effet périmètre provenant de l'acquisition de nouvelles franchises SEUR au premier semestre 2019 et, -2 millions d'euros d'effet change. Retraitée des effets périmètre et change, la progression organique s'établit à 252 millions d'euros, soit +7,3 %, portée par une croissance organique maîtrisée des volumes traités de +2,2 %, tirée par le BtoC, impactée par la hausse des prix mise en place en Europe (64 millions d'euros) ;
- Le PNB de La Banque Postale s'établit à 2 850 millions d'euros. Après retraitement de la variation de

provision Epargne Logement, le PNB de La Banque Postale diminue de -88 millions d'euros, sous l'impact des mesures gouvernementales intervenues fin 2018 et dans un contexte de taux particulièrement bas. Le pôle Banque de Détail est en baisse de -123 millions d'euros retraité de la provision Epargne Logement et le pôle Gestion d'Actifs de -1 million d'euros par rapport à fin juin 2018. Le pôle Assurances est en hausse de +35 millions d'euros par rapport à fin juin 2018, soutenu par un portefeuille de contrats d'assurance en hausse de 0,4 % ;

- Le chiffre d'affaires de la branche Numérique à 339 millions d'euros progresse de 26 millions d'euros soit +8,4 %. A périmètre et change constants, la progression est de 14 millions d'euros (+4,6 %), à laquelle contribue le pôle Transformation et Innovation à hauteur de 5 millions d'euros en lien avec l'accroissement des facturations liées aux projets transverses. Hors incidence d'un effet périmètre de 7 millions d'euros lié aux acquisitions réalisées en 2018 (Voxaly) et en 2019 (Brains), les activités du pôle Docaposte augmentent de 8,4 millions d'euros grâce aux activités digitales, tandis que les activités du pôle Mediapost diminuent de -1,8 million d'euros hors effet périmètre de +5 millions d'euros lié à l'acquisition de Marketshot en 2019. Les revenus du site laposte.fr, essentiellement des commissions induites par la progression du chiffre d'affaires de +9,2 % progressent de 2,9 millions d'euros.

2.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2019 à 572 millions d'euros, en baisse de 268 millions d'euros hors impact IFRS 16. En évolution organique et hors impact IFRS 16⁶, le résultat d'exploitation diminue de 279 millions d'euros, soit - 34,7 %. Le premier semestre 2018 intègre notamment le résultat de cession du site immobilier La Boétie situé à Paris.

Exercice clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2019.06	2018.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants		
			<i>proforma</i>	<i>IFRS 16 2019</i>	<i>vs n-1 (Hors IFRS 16)</i>	<i>vs n-1 (Hors IFRS 16)</i>	
			<i>sectoriel</i>	<i>(en M€)</i>	<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>	<i>(en M€)</i>
Services – Courrier – Colis	289	376	4	-90	-24,0	-99	-26,2
GeoPost	193	186	21	-14	-7,5	-15	-8,0
La Banque Postale	492	546	0	-54	-9,9	-54	-9,9
Réseau La Poste	-36	-36	0	-0	+0,0	-0	+0,0
Numérique	-5	-1	0	-5	n.s.	-6	n.s.
Immobilier	34	184	9	-159	-86,3	-159	-86,3
Supports et Structures	-73	-137	0	+64	-46,9	+64	-46,9
Non affecté et éliminations	-323	-313	0	-10	+3,4	-11	+3,5
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	572	806	35	-268	-33,3	-279	-34,7

Les éléments marquants du résultat d'exploitation par branche d'activité sont les suivants :

- Services-Courrier-Colis : le résultat d'exploitation de la branche s'établit à 289 millions à fin juin 2019, en baisse de - 90 millions d'euros par rapport à fin juin 2018 soit -24,0 % hors effet IFRS 16 (et de - 99 millions d'euros soit - 26,2 % à périmètre, change et hors impact IFRS 16). Elle s'explique essentiellement par la poursuite de la baisse du chiffre d'affaires courrier maison mère, que ne compensent pas la progression du résultat du Colis et la mise en place des relais de croissance ;
- GeoPost affiche un résultat d'exploitation de 193 millions d'euros en baisse de - 14 millions d'euros par

⁶ A périmètre, change et méthodes constants.

rapport à fin juin 2018 hors effet IFRS 16, soit -7,5 %. Après retraitement des effets périmètre, change et hors impact IFRS 16, le résultat baisse de - 15 millions d'euros, soit -8,0 %, dans un contexte de Brexit impactant le marché européen et de tensions fortes sur les coûts de sous-traitance ;

- La branche La Banque Postale affiche un résultat d'exploitation de 492 millions d'euros, soit une baisse de 54 millions d'euros par rapport à juin 2018, sous l'effet du repli du PNB reflétant l'incidence des mesures gouvernementales intervenues fin 2018 et du contexte de taux bas, et malgré les efforts de maîtrise des charges et un coût du risque qui reste faible;
- Le Réseau affiche un résultat d'exploitation de -36 millions d'euros à fin juin 2019, stable par rapport à juin 2018, tout en poursuivant la maîtrise de ses coûts ;
- Le résultat d'exploitation de la branche Numérique s'établit à -5 millions d'euros, en baisse de - 6 millions d'euros après retraitement des effets périmètre, change et hors impact IFRS 16, sous l'effet du recul des activités traditionnelles (Docaposte) et des coûts de développement et de mise en conformité RGPD.
- Autres secteurs d'activité :
 - L'Immobilier affiche un résultat d'exploitation de +34 millions d'euros, en baisse de 159 millions d'euros, en lien avec le résultat de cession de 168 millions d'euros en mai 2018 du site immobilier de La Boétie situé à Paris ;
 - Le secteur Supports et structures, dont le résultat d'exploitation est négatif de 73 millions d'euros, réduit son déficit de 64 millions sous l'effet de la poursuite de la mutualisation, conjuguée à des efforts de réduction de charges et de reprises de provisions pour dispositifs de fin de carrière ;
 - Les charges du secteur 'Non affecté' augmentent de 10 millions d'euros essentiellement en raison d'un accroissement de charges liées aux dispositifs de fin de carrière transverses au Groupe.

2.3 Résultat financier

Le résultat financier qui représente au global une charge de 124 millions d'euros s'améliore de 2 millions d'euros après retraitement de la charge d'intérêts sur passifs de location appliquée en 2019 dans le cadre de la norme IFRS 16 pour la première fois en 2019 (34 millions d'euros). Son évolution se caractérise par une hausse du coût de l'endettement financier net de 2 millions d'euros (5 millions d'euros après retraitement de la charge d'intérêts correspondant aux contrats de location financement sous IAS 17) et une baisse de la charge correspondant aux autres éléments du résultat financier de 4 millions d'euros

2.4 Résultat net

Le résultat net part du Groupe, à 474 millions d'euros, se dégrade de 162 millions d'euros par rapport à juin 2018, soit une baisse de 25,5 %.Après retraitement des effets périmètre et change, le résultat net part du Groupe baisse de 168 millions d'euros (26,4 %).

L'évolution du résultat net se caractérise par une baisse de 266 millions d'euros du résultat courant avant impôt qui s'établit à 448 millions d'euros, par une diminution de la charge d'impôt de 92 millions d'euros⁷ liée à la baisse du résultat courant avant impôt et accentuée par la baisse du taux d'IS applicable au Groupe (32,02% Vs 34,43%) et par une augmentation de 1 million d'euros de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence, dont - 5 millions d'euros au titre de NinjaVan et +5 millions au titre de CNP Assurances.

La quote-part attribuée aux intérêts minoritaires à hauteur de 9 millions d'euros est en baisse de 11 millions d'euros.

2.5 Variation de la dette nette

Le cumul des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et provenant des activités d'investissement est positif à 341 millions d'euros. Hors incidence de l'application de la norme IFRS 16 en 2019, il diminue de 146 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018 avec une hausse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles de 171 millions d'euros qui ne compense pas l'accroissement de la consommation de trésorerie sur activités d'investissements (en augmentation de 317 millions d'euros) induite notamment par l'absence de cessions exceptionnelles au cours du premier semestre 2019 tandis que le Groupe avait enregistré en

⁷ Détails en chapitre 4.2 de ce présent rapport.

mai 2018 un produit de cession de 214 millions d'euros au titre de la cession du site de 'La Boétie'.

Les dividendes versés pour un montant total de 219 millions d'euros, et les intérêts financiers nets versés pour un montant total de 65 millions d'euros conduisent à un flux net de trésorerie disponible de 57 millions d'euros. La dette nette augmente néanmoins de 326 millions d'euros (254 millions d'euros hors IFRS 16) après enregistrement de la hausse des passifs de location et de la variation des intérêts courus non échus. Cette hausse de la dette nette combinée à l'incidence de l'application de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 de 2 462 millions d'euros conduit à une dette nette du Groupe de 6 231 millions d'euros.

2.6 Ratios financiers

Le ratio « dette nette / capitaux propres » est de 50,0 % en valeur publiée 2019 et de 29,3 % hors IFRS 16. Hors incidence de l'IFRS 16 en 2019, il augmente de 0,7 pt sous l'effet d'une hausse de la dette nette retraitée.

3. Résultats opérationnels par secteur d'activité

3.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire. La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du Groupe La Poste.

Publié 2019.06	Services- Courrier-Colis	GeoPost	La Postale	Banque	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports Structures	et Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>											
CA & PNB Externes	5 979	3 689	2 837		255	23	12	1	0		12 795
CA & PNB Intersecteurs	143	41	13		84	1 875	402	555	0	-3 114	
Produits opérationnels	6 122	3 730	2 850		339	1 899	414	556	0	-3 114	12 795
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	289	193	492		-5	-23	34	-72	-323	-0	583
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	0		0	-13	1	-0	0	0	-11
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	289	193	492		-5	-36	34	-73	-323	-0	572
Marge opérationnelle (%)	4,7	5,2			-1,6		8,3				4,5
Proforma sectoriel 2018.06											
<i>(en millions d'euros)</i>											
CA & PNB Externes	5 627	3 446	2 914		234	13	11	0	0		12 246
CA & PNB Intersecteurs	144	32	12		79	1 895	402	520	0	-3 082	
Produits opérationnels	5 771	3 478	2 926		313	1 908	412	520	0	-3 082	12 246
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	375	186	546		-1	-27	182	-137	-313	-0	812
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	0	0		0	-9	2	-0	0	-0	-6
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	376	186	546		-1	-36	184	-137	-313	0	806
Marge opérationnelle (%)	6,5	5,4			-0,4		44,7				6,6

Le déploiement du programme « Servir Le Développement » a été lancé dès janvier 2018. Visant notamment la réorganisation et l'optimisation des fonctions supports, il s'est traduit par le repositionnement progressif de douze filières support mutualisées au sein du périmètre « Supports et structures », majoritairement en janvier 2018, et plus récemment, en juillet 2018 pour l'immobilier et en janvier 2019 pour les moyens généraux. Les résultats opérationnels s'en trouvent en conséquence modifiés. L'impact concerne principalement les secteurs « Supports et structures » avec une contrepartie sur les « Eliminations ».

3.2 Services–Courrier–Colis

La branche Services–Courrier–Colis comprend :

- L'activité courrier (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse) ;
- L'activité colis de La Poste SA, spécialiste de la livraison rapide et des colis de moins de 30 kg aux particuliers, BtoC ou CtoC en France et à l'export ;
- L'activité des petits paquets, import et export ;
- Les nouveaux services de proximité (code de la route, éco mobilité, rénovation énergétique ...) ;
- Les activités portées par les filiales, intervenant sur des marchés variés : marketing direct (principalement Mediapost et Sogec), data-marketing (ISOSKELE), solutions logistiques et e-logistiques (Viapost, STP et Neolog pour l'essentiel), Silver Economie (Asten Santé, Tikeasy, Axeo, Veiller sur mes parents), transition énergétique (Mobigreen, Recygo), et courrier transfrontière (Asendia, filiale consolidée en intégration globale depuis octobre 2018 et depuis janvier 2019, sa filiale wnDirect, entreprises spécialisées dans les services de livraisons à l'international pour l'e-commerce).

	2019.06	2018.06		Variation	
		proforma	IFRS 16 2019	vs N-1 (hors IFRS 16)	
(en millions d'euros)		sectoriel	(en M€)	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	6 122	5 771	0	+351	+6,1
dont CA hors groupe	5 979	5 627	0	+352	+6,2
Charges opérationnelles	-5 833	-5 396	4	-440	+8,2
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	289	375	4	-89	-23,8
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	0	-1	-98,7
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	289	376	4	-90	-24,0
Marge opérationnelle	4,7%	6,5%		-1,8 pt	

3.2.1 Activité Services et Courrier

Le chiffre d'affaires s'élève au 30 juin 2019 à 5 238 millions d'euros, en progression de 316 millions d'euros (+6,4 %) par rapport au 30 juin 2018. Cette augmentation comprend un effet périmètre et change de +444 millions d'euros.

Le repli de la distribution du courrier s'explique par la poursuite de la baisse du trafic de -7,5 % (soit -367 millions d'euros) à jours ouvrés équivalents. Il s'inscrit dans un contexte de rationalisation et dématérialisation croissante des envois du courrier traditionnel des secteurs bancaires, publics et téléphonie.

Ces diminutions de trafics sont partiellement compensées par :

- L'augmentation tarifaire au 1er janvier 2019 de 4,9 %⁸ en moyenne, soit un effet estimé à +180 millions d'euros sur le chiffre d'affaires donnant lieu à trafic.

⁸ Rapportée à la base du chiffre d'affaires donnant lieu à trafic

- La distribution de professions de foi des candidats aux élections européennes, soit un chiffre d'affaires en progression de 22 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018.
- Les relais de croissance que sont les flux internationaux, les nouveaux services et les activités des filiales :
 - L'intégration globale d'Asendia en octobre 2018 génère un chiffre d'affaires de 539 millions d'euros y compris wnDirect. Asendia, qui fournit des solutions logistiques dans le domaine de l'e-commerce transfrontières (courrier et petits paquets), un marché en croissance régulière, est présent dans quinze pays en Europe, Amérique du Nord et Asie. Sa filiale eShopworld réalise de la vente de marchandise en e-commerce dans le secteur du retail ;
 - L'international sous l'effet de l'augmentation des Petits Paquets Import de +10,7 % par rapport au premier semestre 2018, est en croissance de 13 millions d'euros soutenue par le développement du e-commerce ;
 - Les nouveaux services progressent de 7,5 millions d'euros, dont 3,5 millions d'euros sur la Connaissance et cohésion des territoires, 2,1 millions d'euros sur la transition énergétique et 1,8 million d'euros sur l'activité du code de la route, soit un chiffre d'affaires total de 65 millions d'euros à fin juin 2019 ;
 - Les activités des filiales du courrier publicitaire augmentent de 10 millions d'euros grâce en particulier à l'activité billetterie de Sogec et aux filiales internationales, avec un effet périmètre de - 0,2 million d'euros ;
 - Les filiales de La Poste Silver génèrent un chiffre d'affaires de 84 millions d'euros en progression de 19 millions d'euros dont un effet périmètre de 18 millions d'euros lié essentiellement à l'acquisition de DiaDom en octobre 2018.

Les activités logistiques sont en décroissance de -7 millions d'euros sur les offres de logistique et de e-logistique.

3.2.2 Activité Colis

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2019 est de 884 millions d'euros, en croissance organique de 54 millions d'euros (soit +6,3 %).

Le volume des colis distribués s'établit à 168 millions d'objets, en progression de +9,6 % à jours ouvrés équivalents avec un impact sur le chiffre d'affaires de 50 millions d'euros à jours ouvrés équivalents. Les volumes distribués se composent de la manière suivante :

- 146 millions d'objets sur le BtoC (+10,8 %), tirés par la croissance du e-commerce, et notamment une croissance du National Entreprise de 13,7 millions d'objets (+12,3 % à jours ouvrés équivalents) par rapport à juin 2018. Les livraisons en point retrait poursuivent leur essor avec une augmentation de +2,3 millions d'objets (+18,9 % à jours ouvrés équivalents), et concernent 10,4 % des trafics BtoC. La remise à domicile reste, la modalité de réception préférée des Français avec une hausse de 10,1 millions d'objets (+11,0 % à jours ouvrés équivalents) soit 75,8 % du trafic BtoC ;
- 17 millions d'objets sur le CtoC, soit -1,3 % à jours ouvrés équivalents par rapport à juin 2018. Des plans d'actions sont mis en place pour tenter de dynamiser les ventes en bureau de poste et en ligne ;
- 5 millions d'objets sur les produits import, soit +15,2 % à jours ouvrés équivalents.

L'effet Mix/Prix de -5 millions d'euros est légèrement défavorable sur l'évolution du chiffre d'affaires sous l'effet de la poursuite d'une érosion des trafics CtoC, et de la forte croissance des volumes BtoC, qui progressent de 9,9 % sur le premier semestre.

La qualité de service au 30 juin 2019 reste à un niveau élevé avec un taux de distribution à J+2⁹ de 94,3 %, en amélioration par rapport à juin 2018.

Les colis sont livrés au choix du destinataire à son domicile, en bureau de poste, en Maison de Services Public ou dans les Relais Commerçants et Consignes Pick-up.

La Poste livre à domicile, dès le premier passage du facteur / livreur, plus de 9 colis sur 10, tandis que 6,2% des colis présentés à domicile sont placés en instance Bureau de Poste.

3.2.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la branche Services-Courrier-Colis s'élève à 289 millions d'euros à fin juin 2019, en baisse de 90 millions d'euros par rapport à fin juin 2018 (hors impact IFRS 16), soit -24,0 %. Cette baisse s'explique principalement par la baisse des volumes du Courrier, que ne compensent pas la progression du résultat d'exploitation du Colis (+3 millions d'euros) et l'augmentation de 9 millions d'euros du résultat des filiales (dont 8 millions d'euros d'effets périmètre et change).

3.3 GeoPost

GeoPost, filiale du Groupe La Poste, couvre les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger sous les principales marques commerciales suivantes : DPDgroup dans les pays européens et à l'international, Chronopost en France et au Portugal, SEUR en Espagne et au Portugal, Jadlog au Brésil et Tigers pour le freight forwarding. Les filiales de ce pôle interviennent historiquement sur les segments d'entreprise à entreprise (BtoB) et de façon croissante sur les segments d'entreprise à particulier (BtoC) qui représentent désormais 44,1 % des volumes à fin juin 2019. Outre cette activité d'expressiste, GeoPost poursuit des initiatives en matière de logistique urbaine via le réseau pick-up, et le service de coursier Stuart en particulier.

L'effet des acquisitions intervenues en 2019 (nouvelles franchises SEUR) conduit à un effet périmètre positif sur le chiffre d'affaires de GeoPost de +2 millions d'euros à fin juin 2019.

(en millions d'euros)	2019.06	2018.06	Variation		
		<i>proforma</i>	<i>IFRS 16 2019</i>	<i>vs N-1 (hors IFRS 16)</i>	
		<i>sectoriel</i>	<i>(en M€)</i>	<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Chiffre d'affaires	3 730	3 478	0	+252	+7,2
<i>dont CA hors Groupe</i>	3 689	3 446	0	+242	+7,0
Charges opérationnelles	-3 537	-3 292	21	-266	+8,1
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	193	186	21	-14	-7,7
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	0	0	+0	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	193	186	21	-14	-7,5
<i>Marge opérationnelle</i>	5,2%	5,4%		-0,2 pt	

⁹ Taux de distribution à J+2 Colissimo suivi national

3.3.1 Croissance plus modérée des volumes et poursuite des actions de tarification

Le chiffre d'affaires de GeoPost à fin juin 2019 s'établit à 3 730 millions d'euros. Il est en croissance de 252 millions d'euros, soit +7,2 % par rapport à fin juin 2018. Après retraitement des effets périmètre de +2 millions d'euros, et de change défavorable de -2 millions d'euros (dont +4,8 millions d'euros sur la livre Sterling, -3,3 millions d'euros sur le zloty polonais, -2,4 millions d'euros sur le real brésilien, -2,3 millions d'euros sur le rouble), la croissance organique est de 252 millions d'euros, soit +7,3 %.

A fin juin, GeoPost a livré 638 millions de colis, soit une évolution organique de +2,2 % par rapport au premier semestre 2018. La croissance du chiffre d'affaires est tirée autant par les volumes et mix, en progression de 98 millions d'euros (+2,8 %) intégrant un impact défavorable des jours ouvrés (-20 millions d'euros), que par l'augmentation tarifaire de 64 millions d'euros et de 35 millions d'euros de surcharge carburant.

- Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni s'établit à 712 millions d'euros, soit une progression organique de +6,4 %, portée par une croissance des volumes de +4,7 %, dans un contexte de ralentissement de la consommation domestique et d'incertitude liée au Brexit.
- En France, l'évolution du chiffre d'affaires organique, de +6,1 % sur DPD France et de +5,7 % sur Chronopost par rapport à juin 2018, est portée d'une part, par la croissance organique des volumes (respectivement de +3,7 % et +0,4 %) tirée par la progression du BtoC et des flux internationaux et d'autre part, par les hausses tarifaires.
- Avec un chiffre d'affaires de 904 millions d'euros, l'Allemagne enregistre une progression organique de +5,9 % sous l'effet de hausses tarifaires, compensant un léger repli des volumes (-1,1 %). Amazon reste dynamique avec +29,0 % de croissance.
- L'Espagne réalise un chiffre d'affaires de 230 millions d'euros en baisse organique de -2,8 %, qui traduit un ralentissement de l'activité sur son marché domestique notamment sur les flux Amazon en retrait compensé par des hausses tarifaires.
- Le chiffre d'affaires du Benelux de 225 millions d'euros connaît une forte progression organique de +14,3 % tirée par la croissance des volumes de +11,5 % portée par la dynamique de l'international (+18 % sur Belux).
- Le chiffre d'affaires de la Russie de 89 millions d'euros est en baisse organique de -8,2 %, reflet des difficultés sur le développement commercial impactant les volumes à hauteur de -6,2 %.
- En Pologne, le chiffre d'affaires de 228 millions d'euros enregistre une progression organique de +17,1 %, sous l'effet de hausses tarifaires et de la croissance des volumes de +8,0 % portée par le B2C.
- L'activité de Tigers dans un marché très compétitif sur le fret, enregistre un chiffre d'affaires de 131 millions d'euros en progression organique de +9,8 %, notamment grâce à l'activité logistique.
- Les nouveaux services urbains affichent un chiffre d'affaires de 24 millions d'euros, en progression de +19 millions d'euros liée en particulier au développement de Stuart au Royaume-Uni.

3.3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation y compris la quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de GeoPost est de 193 millions d'euros à fin juin 2019. Après retraitement des effets périmètre et change de 1 million d'euros et de l'IFRS 16 de 21 millions d'euros, le résultat d'exploitation est en repli de 15 millions d'euros par rapport à fin juin 2018 (-8,0 %).

Ce résultat s'inscrit dans un contexte de Brexit impactant le marché européen, de tensions fortes sur les coûts de sous-traitance, de difficultés en Russie, du déploiement des activités de logistique urbaine et d'un effet jours ouvrés défavorable sur le semestre.

3.4 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens constitué entre La Poste et La Banque Postale régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au Groupement de moyens (principalement les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale) est refacturé à l'euro/l'euro à La Banque Postale.

3.4.1 Activités commerciales

La Banque Postale a poursuivi au premier semestre 2019 sa politique de développement sur tous ses segments de clientèle. Dans un environnement particulièrement contraint, cette dynamique a permis de maintenir une progression de l'encours d'épargne, soit 6,0 milliards d'euros par rapport à juin 2018 (+ 1,9 %), qui s'établit à 322,5 milliards d'euros :

	2019.06	2018.06	Variation	
(encours d'épargne en milliards d'euros)			(en Md€)	(en %)
Dépôts à vue	69,5	64,6	+4,8	+7,5
Epargne ordinaire	83,6	82,4	+1,2	+1,5
Livret A	62,0	61,0	+1,0	+1,6
LEP	6,9	7,3	-0,4	-5,8
LDD	8,0	7,7	+0,3	+4,3
Autres livrets	6,8	6,4	+0,3	+5,0
Epargne logement	31,6	31,9	-0,3	-1,1
OPCVM ^(a)	10,3	10,5	-0,2	-1,8
Assurance-Vie ^(a)	126,5	125,4	+1,1	+0,9
Autres ^(b)	0,9	1,5	-0,6	-38,9
EPARGNE CLIENTELE	322,5	316,5	+6,0	+1,9

(a) Produits distribués par le réseau de la Banque Postale et de ses filiales.

(b) Comptes à terme et PEP.

Si les dépôts à vue conservent une collecte soutenue, avec des encours en croissance de 4,8 milliards d'euros sur un an (+7,5 %), l'épargne ordinaire participe également à cette progression, soit +1,2 milliard d'euros (+1,5 %). Le livret A, dont le taux est maintenu à 0,75 % depuis le 1^{er} août 2015, connaît un regain d'intérêt auprès des épargnants profitant notamment des mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages.

Les encours de La Banque Postale en matière d'Assurance Vie s'établissent à 126,5 milliards d'euros, en progression de 1,1 milliards d'euros (+0,9 %) par rapport à juin 2018. La dynamique commerciale est bonne avec une collecte brute en hausse de 11 % à 4,6 milliards d'euros.

Les encours d'OPCVM affichent une baisse limitée de - 1,8 % à 10,3 milliards d'euros.

La baisse des encours d'épargne logement à 31,6 milliards d'euros (-1,1 % par rapport à juin 2018) est due à la moindre attractivité des nouveaux Plans d'Epargne Logement dont le taux est fixé à 1,0 % depuis le 1^{er} août 2016. En outre, les PEL ouverts depuis le 1^{er} janvier 2018 sont soumis au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30% et n'offrent plus de prime d'Etat.

Au sein des encours d'épargne de La Banque Postale, ceux de la banque privée BPE atteignent 9,2 milliards d'euros et progressent de 9,6%, portés par la hausse des encours d'assurance vie et de l'épargne bancaire. Cette évolution témoigne du développement de La Banque Postale sur le marché de la clientèle patrimoniale.

A travers la forte progression de ses encours de crédits à la clientèle, +14,5 % sur un an à 98,7 milliards d'euros, La Banque Postale démontre sa volonté de conquérir des parts de marché.

	2019.06	2018.06	Variation	
<i>(encours de crédits en milliards d'euros)</i>			<i>(en Md€)</i>	<i>(en %)</i>
Crédits immobiliers ^(a)	61,8	59,0	+2,8	+4,7
Crédits à la consommation	5,0	4,8	+0,2	+3,2
Autres crédits ^(b)	2,0	0,4	+1,6	n.s.
Crédits aux personnes morales ^(c)	29,9	21,9	+8,0	+36,3
CREDITS CLIENTELE	98,7	86,2	+12,5	+14,5

(a) hors rachats de portefeuilles de crédits néerlandais.

(b) D.A.V débiteurs et différés cartes bancaires.

(c) Entreprises, Bailleurs Sociaux, Associations et Collectivités Territoriales.

Au cours du semestre, 5,6 milliards d'euros de crédits à l'habitat ont été mis en force par La Banque Postale et ses filiales (BPE et Sofiap), en progression de 23 % par rapport à juin 2018, dans un contexte de taux d'intérêt au plus bas historique et de stabilisation du marché en matière de rachat et de renégociation.

Le développement des crédits à la consommation, gérés par La Banque Postale Financement se poursuit, dans un marché qui reste porteur malgré un ralentissement de la consommation, portant les encours à 5,0 milliards d'euros (+3,2 % par rapport à juin 2018). Les ventes par internet ou via la plateforme à distance demeurent à un niveau élevé et représentent à fin juin 2019 38 % de la production de prêts personnels.

Engagée au service du développement des territoires et de l'économie réelle, La Banque Postale finance le secteur public local et les entreprises. Cette activité connaît depuis son lancement une croissance forte, qui se confirme au premier semestre 2019, avec des encours en progression de 36,3 % sur un an glissant pour atteindre 29,9 milliards d'euros, confortant ainsi la position de La Banque Postale en tant que premier prêteur des collectivités territoriales. Ces encours comprennent 4,8 milliards d'euros d'encours d'affacturage, La Banque Postale développant activement son offre de crédits spécialisés à destination des entreprises. Enfin, il est à noter que l'évolution des encours est minorée par la cession de 3,6 milliards d'euros sur la période de juillet 2018 à juin 2019 à la Caisse Française de Financement Local, conformément au modèle de développement mis en place lors de l'entrée de La Banque Postale sur le marché du secteur public local.

3.4.2 Performance opérationnelle

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 2 850 millions d'euros à fin juin 2019, en diminution de -76 millions d'euros par rapport à fin juin 2018, soit -2,6 % et ce, malgré des taux réels très bas et l'impact des mesures gouvernementales.

	2019.06	2018.06	Variation	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Gestion d'actifs	74	74	-1	-0,7
Assurance	180	145	+35	+24,2
Banque de détail	2 596	2 707	-111	-4,1
<i>Marge nette d'intérêts</i>	1 467	1 553	-86	-5,5
<i>Commissions</i>	1 148	1 172	-24	-2,1
<i>Autres produits et charges</i>	-19	-18	-1	+3,4
PRODUIT NET BANCAIRE	2 850	2 926	-76	-2,6

Le PNB du pôle Gestion d'Actifs, à 74 millions d'euros, est en baisse de -1 million d'euros par rapport à juin 2018. Le pôle présente un léger recul de -0,7 % de son PNB en raison de l'impact marché négatif de fin 2018 et de la collecte sur le second semestre 2018 en dessous de l'ambition.

Les encours sous gestion, qui se composent de ceux de La Banque Postale Asset Management et de Tocqueville Finance, et les encours distribués (Fonds Kames et Dutch Mortgages) du pôle s'établissent à 230,1 milliards d'euros à fin juin 2019, en progression de 2,6 % sur la période. Cette croissance des encours est liée à la fois à un effet collecte (+0,4 milliards d'euros) et à un effet marché (+5,4 milliards d'euros).

A 180 millions d'euros, le PNB du pôle Assurance affiche une progression de 24,2 % au premier semestre 2019.

Le portefeuille de contrats assurance non vie atteint désormais 4,628 millions de contrats, en légère progression de 0,4 %, avec un portefeuille de contrats IARD en hausse de 3,8 %.

Le PNB du pôle Banque de Détail, retraité de la provision Epargne Logement, est en retrait de -4,6 % par rapport à juin 2018 (-123 millions d'euros).

La marge nette d'intérêts (MNI) ainsi retraitée recule de -6 % pour atteindre 1 439 millions d'euros, compte tenu de la persistance d'un contexte de taux bas. Ainsi, par rapport à fin juin 2018, les taux longs ont baissé de plus de 40 centimes, avec un impact sur le rendement des crédits immobiliers en baisse de 18 centimes sur la période.

Les commissions affichent une diminution de -24 millions d'euros (-2,1 %), reflétant l'incidence des mesures gouvernementales. Ainsi, le plafonnement des frais d'incidents sur les clients fragiles ont un impact défavorable sur le PNB de près de 39 millions d'euros sur le premier semestre 2019.

	2019.06	2018.06	Variation		
			IFRS 16 2019	vs N-1 (hors IFRS 16)	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en M€)	(en %)
Produit net bancaire	2 850	2 926	0	-76	-2,6
Frais de gestion	-2 316	-2 330	-0	+15	-0,6
Résultat brut d'exploitation	534	596	0	-62	-10,4
Coût du risque	-41	-49	0	+8	-15,7
Gains et pertes sur autres actifs	0	0	0	-0	+13,7
RESULTAT D'EXPLOITATION	492	546	0	-54	-9,9
Coefficient d'exploitation LBP	83,2 %	81,4 %			1,8 pt

Les frais de gestion de la branche Banque Postale évoluent de -0,6 % par rapport à juin 2018, à -2 316 millions d'euros et reflètent les efforts constants de maîtrise des charges tout en poursuivant son programme de transformation et le développement de ses filiales impliquant des moyens importants.

Le résultat brut d'exploitation de la branche, à 534 millions d'euros, est en diminution de -10,4 %. Le coefficient d'exploitation de La Banque Postale s'établit à 83,2 %.

Le coût du risque, à 41 millions d'euros, est inférieur au niveau de juin 2018 (-8 millions d'euros) et intègre l'impact de la mise en sauvegarde du groupe Casino. Rapporté aux encours de crédit, il se maintient à un niveau très bas à 7,2 points de base¹⁰.

Le résultat d'exploitation de la branche La Banque Postale s'élève à 492 millions d'euros en recul de -9,9 % par rapport à juin 2018.

3.4.3 Structure financière

La Banque Postale présente une structure financière solide avec un ratio Common Equity Tier 1 fully loaded de 12,7 % au 30 juin 2019 (+1,0 point par rapport à décembre 2018), niveau très supérieur à l'exigence minimale « SREP » de 9 %¹¹ fixée par la Banque Centrale Européenne et applicable au 1^{er} janvier 2019. Cette évolution s'explique par l'impact positif de la conversion en actions des 800 millions d'euros d'obligations ATI émises en 2013 et intégralement détenues par La Poste sur le semestre.

Le ratio global de solvabilité s'élève pour sa part à 15,8 % contre 16,2 % en décembre 2018, en baisse de 0,4 point.

Le ratio de levier à fin juin 2019, en application de la décision de la Banque Centrale Européenne de mai 2019, s'établit à 3,8 %¹². Hors encours d'épargne centralisée à la Caisse des dépôts¹³, il s'affiche à 4,3 %.

La position de liquidité du bilan demeure supérieure aux exigences réglementaires et se traduit par un ratio crédits sur dépôts à 85,2 %, en baisse de 1,2 point, et un ratio LCR estimé à 170 % (ratio de liquidité court terme) contre 145 % au 31 décembre 2018.

¹⁰ Coût du risque de crédit de la banque commerciale rapporté aux encours de début de période.

¹¹ Le chiffre inclut les coussins CCB et O-SIB intégralement.

¹² Le ratio de levier de la Banque, en application de la décision de mai 2019 de la Banque Centrale Européenne, est calculé en excluant 50% de l'épargne centralisée.

¹³ Conformément à l'Acte Délégué publié par la Commission Européenne le 10 octobre 2014.

3.5 Le Réseau La Poste

La branche « Réseau La Poste » distribue auprès du grand public, les produits et services du Groupe La Poste (Réseau La Poste Maison mère) et de la filiale La Poste Telecom (intégrée sur la ligne quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint) proposant son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

	2019.06	2018.06	Variation		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs N-1 (hors IFRS 16) (en M€)	(en %)
(en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires	1 899	1 908	0	-10	-0,5
Charges opérationnelles	-1 922	-1 935	0	+13	-0,7
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-23	-27	0	+3	-12,6
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-13	-9	0	-3	+36,6
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-36	-36	0	-0	+0

Le chiffre d'affaires représente la facturation interne des prestations réalisées par le Réseau La Poste pour le compte des autres branches. Il est régi par des accords de services tels que :

- Des conventions de service assises sur des inducteurs opérationnels (chiffre des ventes, objets traités) avec la branche Services-Courrier-Colis, la branche GeoPost (Chronopost);
- Pour La Banque Postale, des conventions de service basées sur les opérations traitées pour l'activité bancaire de guichet et facturation au réel des coûts de la ligne conseil bancaire intégrée au Réseau (conseillers financiers, conseillers spécialisés en immobilier, etc.) ;
- Le transfert au secteur 'Non affecté' des coûts liés aux missions d'accessibilité du service universel postal, des coûts liés à la mission d'aménagement du territoire et des charges transitoires (notamment les dispositifs de fin de carrière).

3.5.1 Réseau La Poste

Face à l'évolution de la société et des besoins des clients, la Poste se transforme et s'adapte aux nouveaux modes de vie pour offrir plus de services et de proximité. Le Réseau La Poste s'appuie sur une organisation regroupant 17 373 points de contact, composés de 8 042 bureaux de poste et 9 331 partenariats (La Poste Agence Communale et La Poste Relais). Grâce à ce maillage, La Poste répond à l'ensemble des besoins spécifiques des clients en tout lieu du territoire. Le Réseau investit en continu et modernise ses bureaux de poste à un rythme soutenu.

Les chantiers initiés depuis plusieurs années sont décrits ci-dessous :

- Un plan d'actions d'efficacité commerciale bancaire qui passe par :
 - Une responsabilisation toujours plus grande des conseillers et des managers au plus près des clients ;
 - Un plan de formation à 300 000 jours/homme mené par l'Ecole de la Banque et du Réseau.
 - Une étape supplémentaire dans le déploiement de l'outil Cap Client 3.0 (outil de gestion de la relation client) auprès des conseillers bancaires dans une logique de prise en charge client facilitée et de bout en bout ;

- Une exigence accrue dans la qualité de la relation client à distance suivie avec la solution d'accueil téléphonique « Fil Contact » ;
- En synergie avec la Branche Courrier Colis, les acteurs des 244 zones de marché Réseau et Courrier sont mobilisés au plus près des clients particuliers et professionnels. Une nouvelle segmentation permettant de mieux appréhender les besoins spécifiques des clients professionnels a été mise en place au 1^{er} semestre.
- La Poste intègre pleinement le digital au sein des parcours clients. Cela se concrétise notamment par un dispositif de communication digitale dans 1 600 bureaux de poste avec 2 500 écrans destinés à promouvoir les offres et les services du Groupe, par le libre accès au wi-fi dans 750 bureaux de poste (dont 501 Maisons de Services Au Public) et par l'équipement des chargés de clientèle de smartphones, outil de prise en charge rapide des clients. La modernisation est à l'œuvre également dans les réseaux partenaires, avec par exemple, l'accès en libre-service à des tablettes dans une majorité de La Poste Agences Communales.
- La dynamique de déploiement des nouveaux formats se maintient et répond à une offre de service personnalisée en fonction des attentes des clients :
 - En milieu rural, La Poste maintient sa présence, grâce notamment à 501 Maisons de Services Au Public et 955 facteurs-guichetiers. Au sein des Maisons de Services au Public, les citoyens sont accompagnés dans leurs démarches pour accéder aux services dématérialisés des grands opérateurs (Pôle Emploi, CAF ..). Ainsi, avec ce dispositif, La Poste contribue à l'aménagement du territoire dans les zones à faible densité et à la pérennisation du lien social dans les zones rurales ;
 - En milieu urbain, en concertation avec les municipalités, la présence postale s'adapte aux besoins des citoyens : 1 095 La Poste Relais dans les villes de +2 000 habitants et la poursuite des projets de coopération avec de grandes enseignes nationales. Par ailleurs, La Poste expérimente des offres innovantes ciblées en fonction des zones de chalandises (pour les jeunes dans les quartiers étudiants, pour les voyageurs dans les aéroports parisiens, pour les touristes dans les zones à fort potentiel) ;
 - Dans les villes de plus de 10 000 habitants, la transformation des bureaux en format Expert se poursuit (implantation commerciale renforcée dans les zones à fort potentiel bancaire) : 842 mises au format à fin juin 2019 (dont 680 dans des villes de plus de 50 000 habitants).
 - En parallèle, La Poste agit contre la précarité numérique en déployant un plan d'inclusion sociale numérique dans 300 bureaux de poste.

Par rapport au premier semestre 2018, le Réseau, grâce à ses plans d'adaptation, a réduit ses coûts d'exploitation de -0,7 % ce qui continue de bénéficier directement aux branches du Groupe à travers la baisse de la facturation liée à leur utilisation du Réseau.

3.5.2 La Poste Mobile

Créée en 2011, La Poste Telecom est une joint-venture détenue à 51 % par Le Groupe La Poste et à 49 % par SFR. La Poste Mobile se positionne comme un opérateur à réseau physique offrant une gamme élargie de téléphonie fixe et mobile, un service de proximité de qualité et un service après-vente réactif.

Au premier semestre 2019, La Poste Mobile a poursuivi sa stratégie commerciale de croissance, actionnant à deux reprises la commercialisation ponctuelle d'un forfait 60 Go à moins de 10 euros « à vie » pour le Grand Public. Les ventes de forfaits de plus de 20 Go représentent désormais 50 % des ventes de La Poste Mobile.

Cette stratégie commerciale a permis de conquérir 307 000 clients (y compris prépayés) dont 256 000 nouveaux abonnés sur le semestre. Les ventes nettes d'abonnements (après résiliations) se sont élevées à 85 000. Le parc total abonnés et prépayés a progressé de 6 % sur le semestre pour atteindre 1,6 million de clients, dont 1,5 million sur les seuls abonnés.

Parallèlement à cette offre de téléphonie Mobile, La Poste Mobile a continué de développer sa gamme de téléphonie fixe en lançant le 15 avril 2019 une offre ADSL destinée aux pros. L'élargissement de la gamme fixe a ainsi permis à La Poste Mobile de développer ses ventes de téléphonie fixe de +78 % versus juin 2018.

3.6 Numérique

La Branche numérique est composée de deux pôles : le premier pôle développe des activités commerciales via ses filiales spécialisées dans le numérique, Docaposte et Mediapost Communication ainsi que le site de e-commerce Laposte.fr ; le deuxième pôle pilote le déploiement de la stratégie numérique du Groupe, notamment la modernisation et la transformation numérique du Groupe en lien étroit avec les autres branches.

Le pôle d'activités commerciales s'organise autour de :

- Docaposte, opérateur de services physiques et numériques, spécialiste de l'accompagnement dans le passage au digital. La part de ses activités numériques (53 % à fin juin 2019) est en progression régulière ;
- Mediapost Communication, spécialisé dans le traitement de la data et dans l'intelligence artificielle ;
- Le site de e-commerce laposte.fr développant le chiffre d'affaires en ligne des produits d'affranchissement (courrier, colis) et des offres de services (réexpéditions, Lettre Recommandée Electronique...).

Le pôle de modernisation et de transformation assure pour le Groupe :

- La modernisation des processus internes et clients, en particulier via la dématérialisation ;
- La transformation, en accompagnant le développement de nouveaux services autour du client final, en particulier via la connaissance clients et les projets d'innovation ;
- Le positionnement de tiers de confiance de La Poste dans le monde numérique : Digiposte, Identité Numérique, e-santé.

	2019.06	2018.06	Variation		
		<i>proforma</i>	<i>IFRS 16 2019</i>	<i>vs N-1 (hors IFRS 16)</i>	
	<i>(en millions d'euros)</i>	<i>sectoriel</i>	<i>(en M€)</i>	<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Chiffre d'affaires	339	313	0	+26	+8,4
<i>dont CA hors groupe</i>	255	234	0	+21	+8,9
Charges opérationnelles	-345	-314	0	-31	+9,8
RESULTAT D'EXPLOITATION	-5	-1	0	-5	n.s.
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>-1,6%</i>	<i>-0,4%</i>		<i>-1,2 pt</i>	

3.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires à fin juin 2019 est en progression de 26 millions d'euros par rapport à fin juin 2018 (soit +8,4 %) et s'établit à 339 millions d'euros (306 millions d'euros sur le pôle activités commerciales et 34 millions d'euros sur

le pôle Transformation/Innovation). Retraitée des effets périmètre et change de +12 millions d'euros, la progression organique du chiffre d'affaires est de 14 millions d'euros.

Concernant le pôle activités commerciales, le chiffre d'affaires progresse de 22 millions :

- Le chiffre d'affaires de Docaposte en progression de 15 millions d'euros par rapport à fin juin 2018, atteint 261 millions d'euros à fin juin 2019 soit +6,3 %. Les acquisitions réalisées en 2018 (Voxaly) et en 2019 (Brains) contribuent à hauteur de +7 millions d'euros à cette croissance. Hors effet périmètre, on observe une croissance organique de Docaposte de 8,4 millions d'euros par rapport à juin 2018 essentiellement liée au développement des activités digitales.
- Le chiffre d'affaires du pôle Mediapost Communication de 19 millions d'euros est en hausse de 3 millions d'euros soit +20,2 % par rapport à fin juin 2018 dont +5 millions d'euros d'effet périmètre lié à l'acquisition de Markeshot en janvier 2019, aux cessions de Média Prisme BE en décembre 2018 et de Société en janvier 2019. Le chiffre d'affaires est stable, hors impact de l'arrêt de l'activité de Mediaprisme SAS.
- La progression des revenus du site laposte.fr est due d'une part à la progression des ventes (+9,2 %) et d'autre part aux refacturations (+1,0 million d'euros supplémentaires de développements informatiques effectués sur le site).

Le chiffre d'affaires du pôle Transformation et Innovation progresse de 5 millions d'euros. Il développe les projets transverses pour le compte du Groupe, génère des refacturations en progression de 3,9 millions d'euros. En outre le chiffre d'affaires de la Confiance Numérique augmente de 1 million d'euros en lien avec la progression des clients Digiposte.

3.6.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la branche Numérique à fin juin 2019 est de -5 millions d'euros en baisse, hors impact IFRS 16, de -5 millions d'euros par rapport à fin juin 2018 dont +2 millions d'euros d'effet périmètre et change. Principalement identifiée sur Docaposte, cette baisse s'explique par le recul des activités traditionnelles, par des coûts engagés dans des projets de transformation numérique et e-santé ainsi que par des coûts de sécurisation d'infrastructure et de mise en conformité RGPD.

3.7 Autres Secteurs

3.7.1 L'Immobilier

Le secteur Immobilier correspond à la filiale Poste Immo et à la Direction de l'Immobilier de La Poste maison mère.

	2019.06	2018.06	Variation		
			IFRS 16 2019 vs N-1 (hors IFRS 16)		(en %)
			(en M€)	(en M€)	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en M€)</i>	
Chiffre d'affaires	414	412	0	+2	+0,5
<i>dont CA hors groupe</i>	12	11	0	+1	+12,3
Charges opérationnelles courantes	-385	-393	9	-1	+0,2
Résultat de cession	4	164	0	-159	-97,3
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	34	182	9	-158	-86,6
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	2	0	-1	-58,6
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	34	184	9	-159	-86,3
<i>Marge opérationnelle</i>	8,3%	44,7%		-36,4 pt	

Le chiffre d'affaires de l'Immobilier s'élève à 414 millions d'euros, en hausse de 2 millions d'euros, soit +0,5 % par rapport à fin juin 2018, dont +1 million d'euros d'augmentation du chiffre d'affaires hors groupe liée à la progression des loyers à des tiers externes et notamment de Startway (bureaux et espaces de co-working).

Le résultat d'exploitation, après quote-part des résultats des sociétés sous contrôle conjoint, s'élève à 34 millions

d'euros, en baisse hors impact IFRS 16, de 159 millions d'euros par rapport à fin juin 2018, liée principalement au résultat de cession de 168 millions d'euros du site de La Boétie en mai 2018.

3.7.2 Supports et structures

Le secteur 'Supports et structures' correspond aux coûts du siège et aux directions Supports (principalement Gestion de parc de véhicules, Centres de services mutualisés (SI, RH, Comptable, Juridique, Achats...), Activités sociales et Approvisionnements) qui refacturent leurs prestations aux autres branches d'activité.

(en millions d'euros)	2019.06	2018.06	Variation		
			IFRS 16 2019 vs N-1 (hors IFRS 16)		(en %)
			(en M€)	(en M€)	
Chiffre d'affaires	556	520	0	+35	+6,8
Charges opérationnelles	-628	-657	0	+29	-4,4
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-72	-137	0	+64	-46,9
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	0	+0	-84,7
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-73	-137	0	+64	-46,9

Les produits opérationnels s'établissent à 556 millions d'euros à fin juin 2019, dont 536 millions d'euros pour les produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres branches d'activité par les Supports et les centres de services 'facturants' du Siège (tels que le forfait d'hébergement Village La Poste). En outre, 18 millions d'euros de frais de siège Groupe ont été supportés par les filiales (management fees).

L'augmentation des produits opérationnels de 35 millions d'euros s'explique par la poursuite de la mutualisation (principalement filière moyens généraux, intervenue au 1^{er} janvier 2019) tandis que la baisse des charges opérationnelles de 29 millions d'euros traduit les efforts de réduction des charges et l'impact du projet « Servir le développement » et des reprises de provisions liées aux dispositifs de fin de carrière.

3.7.3 Charges non affectées

(en millions d'euros)	2019.06	2018.06	Variation	
			vs N-1	
			(en M€)	(en %)
coût net de la présence territoriale	-250	-259	+9	-3,3
Autres charges opérationnelles	-73	-54	-19	+35,2
RESULTAT D'EXPLOITATION	-323	-313	-10	+3,3

Le secteur 'Non affecté' comprend les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire et l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe et donc non affectées aux branches.

Le repli de 10 millions d'euros du résultat, provient notamment d'une augmentation des charges liées aux dispositifs de fin de carrière (progression du nombre d'adhésions).

4. Autres agrégats-clés du compte de résultat

4.1 Résultat financier

	Exercice clos le 30 juin				
	2019.06	2018.06	Variation		
			IFRS 16 2019	vs n-1 (Hors IFRS 16)	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	
Charge nette d'intérêt	-112	-77	-34	-1	+1,5
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	-3	-3	0	-0	+14,5
Coût de l'endettement financier net	-116	-80	-34	-2	+1,9
Autres éléments du résultat financier	-8	-12	0	+4	-31,7
RESULTAT FINANCIER	-124	-92	-34	+2	-2,5

Le résultat financier s'améliore de 2 millions d'euros après retraitement des charges d'intérêts sur passifs de location appliquées dans le cadre de la norme IFRS 16 pour la première fois en 2019 et dont l'incidence est de 34 millions d'euros. Il représente au total une charge de 124 millions d'euros avec une hausse du coût l'endettement financier net hors IFRS 16 2019 de 2 millions d'euros compensée par une baisse de 4 millions d'euros provenant des autres éléments du résultat financier.

La charge nette d'intérêts à 112 millions d'euros demeure globalement stable (en hausse de 1 million d'euros) après retraitement de la charge d'intérêts 2019 sur passifs de location. Le retraitement de la charge d'intérêts 2018 correspondant aux contrats de location financement retraités sous IAS 17 conduirait à une hausse de la charge nette d'intérêts de 5 millions d'euros. La variation de juste valeur en 2019 de la dette en option juste valeur et des dérivés adossés à cette dette, qui correspond à une charge de 3 millions d'euros le premier semestre, demeure stable par rapport au premier semestre 2018.

Les autres éléments du résultat financier (charge de 8 millions d'euros au premier semestre 2019), diminuent de 4 millions d'euros par rapport à 2018. Ils correspondent essentiellement à la charge de désactualisation de la dette sociale (charge de 7 millions d'euros, en diminution de 3 millions) et à d'autres produits et charges financiers globalement stables par rapport au premier semestre 2018.

4.2 Résultat net part du Groupe

	Exercice clos le 30 juin				
	2019.06	2018.06	Variation		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs n-1 (Hors IFRS 16) (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>					
Produits opérationnels	12 795	12 246	0	+549	+4,5
Charges opérationnelles	-12 212	-11 435	35	-812	+7,1
Résultat d'exploitation	583	812	35	-263	-32,4
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	-11	-6	0	-5	+82,9
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	572	806	35	-268	-33,3
Résultat financier	-124	-92	-34	+2	-2,5
Résultat courant avant impôt	448	714	0	-266	-37,3
Impôt sur le résultat	-108	-200	0	+92	-45,9
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	143	142	0	+1	+0,9
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	483	656	0	-173	-26,4
Résultat net part du Groupe	474	636	0	-162	-25,5
Intérêts minoritaires	9	20	0	-11	-52,9

Le résultat net part du Groupe s'établit à 474 millions d'euros à fin juin 2019, en baisse de 162 millions d'euros par rapport à juin 2018 hors IFRS 16. Son évolution est marquée essentiellement par la baisse de 268 millions d'euros (hors IFRS 16) du résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint et par la charge d'impôt du Groupe qui diminue de 92 millions d'euros, à 108 millions d'euros. La baisse de la charge d'impôt du Groupe, qui provient essentiellement de la baisse du résultat courant avant impôt, est renforcée par la baisse du taux d'impôt sur les sociétés applicable au Groupe (32,02% Vs 34,43%).

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence augmente de 1 million d'euros dont -5 millions d'euros provenant de la société Ninja Van consolidée à partir de 2018 à la suite d'une prise de participation de 32,27% et +5 millions d'euros qui proviennent de la contribution de CNP Assurances que le Groupe détient à hauteur de 20,15% (soit une quote-part de résultat du premier semestre 2019 de 129 millions d'euros). La quote-part de résultat de BRT que le Groupe détient à hauteur de 37,5% depuis janvier 2017 atteint 15 millions d'euros. Elle baisse de 2 millions d'euros sur le premier semestre 2019.

5. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe.

La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variations du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides ATI) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités ;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par La Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

5.1 Variation de la Dette Nette

5.1.1 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Hors IFRS 16 les flux de trésorerie sur activités opérationnelles progressent de 171 millions d'euros.

	Exercice clos le 30 juin				
	2019.06	2018.06	Variation		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs n-1 (Hors IFRS 16) (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>					
Excédent Brut d'Exploitation (Hors Banque)	519	355	294	-129	-36,5
Dividendes recus de LBP et des Sociétés Mises en Equivalence	365	354	0	+11	+3,0
Variation du besoin en fonds de roulement	-337	-211	-7	-118	+56,0
CICE généré au cours de la période	0	-161	0	+160	-99,8
Impôts payés (net de CICE imputé et monétisé)	318	72	0	+246	n.s.
Autres éléments des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-12	-13	0	+1	-7,6
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	853	396	286	+171	+43,0

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors Banque a diminué de 129 millions d'euros, hors IFRS 16, par rapport à fin juin 2018, pour s'établir à 519 millions d'euros.

Cette baisse de l'EBE hors banque est notamment marquée par une diminution de 121 millions d'euros pour la branche Services-Courrier-Colis qui continue à subir l'incidence de la baisse des volumes de courrier que ne compensent pas la progression du résultat du Colis et la mise en place des relais de croissance, et par une

diminution de 20 millions d'euros pour GeoPost.

Le CICE généré au cours de la période, qui était intégré à l'EBE, puis neutralisé dans les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles est en écart favorable de 160 millions d'euros en raison de la transformation en 2019 du CICE en allègement de charges intégrées au besoin en fonds de roulement. En revanche, la variation du besoin en fonds de roulement qui représente en 2019 une consommation de trésorerie de 337 millions d'euros est en écart défavorable de 118 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018.

Les dividendes reçus de La Banque Postale et des sociétés mises en équivalence augmentent globalement de 11 millions d'euros, la progression provenant essentiellement des dividendes et coupons sur ATI reçus de La Banque Postale (356 millions d'euros au lieu de 344 millions d'euros reçus en 2018).

Le flux net d'impôts et de CICE imputé et monétisé de 318 millions d'euros à fin juin 2019 correspond :

- A l'impôt net décaissé de 13 millions d'euros. Il est en écart défavorable de 27 millions d'euros par rapport à juin 2018 ;
- Au CICE imputé sur l'impôt et monétisé pour un montant de 331 millions d'euros, en écart favorable de 273 millions d'euros par rapport à fin juin 2018 suite à la monétisation du solde de CICE disponible (CICE généré en 2018).

5.1.2 Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque

Les flux nets de décaissements au titre des investissements hors Banque s'élèvent à 513 millions d'euros au 30 juin 2019, soit une consommation de trésorerie supérieure de 317 millions d'euros à celle du premier semestre 2018, avec notamment des flux sur cessions d'actifs en diminution de 226 millions d'euros sous l'effet de la cession du site de « La Boétie » en mai 2018 pour un montant de 214 millions d'euros, des achats d'actifs incorporels et corporels en augmentation de 68 millions d'euros et des acquisitions de filiales en augmentation de 21 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018.

	Exercice clos le 30 juin			
	2019.06	2018.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Achats d'actifs incorporels et corporels	-503	-435	-68	+15,7
Achats d'actifs financiers	-70	-65	-5	+7,7
Cession d'actifs	91	317	-226	-71,2
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-33	-12	-21	n.s.
Cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	3	-1	+4	n.s.
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT HORS BANQUE	-513	-196	-317	n.s.

5.1.2.1 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les achats d'actifs corporels et incorporels s'établissent à 503 millions d'euros pour le premier semestre 2019, ils sont en hausse de 68 millions d'euros par rapport à juin 2018. Cette hausse est composée d'une augmentation de 50 millions d'euros des investissements réalisés au cours du premier semestre, portant notamment sur les dépenses engagées par GeoPost et Véhiposte, ainsi que d'un écart défavorable de 18 millions d'euros sur la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations (71 millions d'euros à fin juin 2019).

Les achats d'actifs incorporels et corporels se répartissent par branche comme indiqué ci-dessous :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2019.06	2018.06	Variation	
		<i>proforma</i> <i>sectoriel</i>	<i>vs n-1</i> <i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Services - Courrier - Colis	-112	-103	-9	+8,7
GeoPost	-112	-91	-21	+23,1
Réseau La Poste	-16	-17	+1	-3,5
Numérique	-36	-34	-2	+5,9
Immobilier	-147	-138	-9	+6,8
Supports & Autres	-80	-52	-28	+52,6
Achat d'actifs incorporels et corporels	-503	-435	-68	+15,7
Variation des fournisseurs d'immobilisations	71	52	+18	+35,3
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE	-433	-383	-50	+13,0

Les investissements concernent :

- La branche Services – Courrier – Colis : 112 millions d'euros d'acquisitions, en augmentation de 9 millions d'euros par rapport à fin juin 2018, qui traduisent la poursuite du déploiement du schéma directeur industriel et informatique :
 - Courrier maison mère : 63 millions d'euros à fin juin 2019, en baisse de 3 millions d'euros avec un écart favorable sur la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations de 6 millions d'euros. Les investissements annuels se composent d'évolution des systèmes d'information (Score service et connaissance clients) et du déploiement du schéma directeur industriel et schéma directeur international;
 - Colis : 16 millions d'euros, en hausse de 8 millions d'euros par rapport à fin juin 2018, avec un écart défavorable sur la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations de 4 millions d'euros. Les investissements à fin juin 2019 concernent principalement les deux nouvelles plateformes Colis Haut de France et Alpes dans le cadre du projet schéma directeur ;
 - Filiales Courrier : 33 millions d'euros, soit une augmentation de 5 millions par rapport à fin juin 2018. Cette hausse est notamment induite par l'effet périmètre sur Asendia intégrée en octobre 2018 ;
- GeoPost : 112 millions d'euros, en augmentation de 21 millions d'euros par rapport à juin 2018. Parmi les principaux projets 2019 figurent les investissements sur le Hub DPD France IDF 2021 (15 millions d'euros), le Hub 5 au Royaume-Uni (6,9 millions d'euros) et des projets IT en Allemagne ;
- Réseau : 16 millions d'euros d'acquisitions, en baisse de 1 million d'euros. 10 millions d'euros concernent les investissements informatiques/automates/sûreté consommés par la DSEM ;
- Numérique : 36 millions d'euros, en augmentation de 2 millions d'euros par rapport à juin 2018. La majorité des investissements (21 millions d'euros) concerne la Direction Numérique avec l'accompagnement de la croissance du site Laposte.fr, et le développement du projet transverse de Connaissance Clients ;
- Immobilier : 147 millions d'acquisitions, en augmentation de 9 millions d'euros par rapport à juin 2018, avec un écart favorable sur la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations de 7 millions d'euros et une hausse des investissements réalisés de 16 millions d'euros. Les programmes d'entretien et de valorisation du propriétaire représentent désormais environ 65 % des investissements, 35 % permettant à Poste Immo d'accompagner les branches dans l'évolution de leurs projets ;

- Supports et autres : 80 millions d'euros, en hausse de 28 millions d'euros dont 25 millions provenant des acquisitions de véhicules (67 millions d'euros d'acquisition au cours du premier semestre).

Les locations financières ne sont pas prises en compte dans ce tableau, conformément à la norme IAS 7.

5.1.2.2 **Achats d'actifs financiers**

Les achats d'actifs financiers (dépôts de garantie et titres de participation) ne comprennent pas les 'Placements de trésorerie à plus de 3 mois (respectivement 445 millions d'euros et 600 millions d'euros à fin juin 2019 et fin juin 2018). Les achats d'actifs financiers réalisés à fin juin 2019 s'élèvent à 70 millions d'euros, en augmentation de 5 millions d'euros par rapport à fin juin 2018.

Les flux sur achats d'actifs financiers réalisés par La Poste Maison Mère sur le premier semestre 2019 (23 millions d'euros) comportent notamment un financement de La Poste Mobile par La Poste SA consistant en une augmentation de capital de 20,4 millions. Les flux sur achats d'actifs financiers réalisés à fin juin 2019 par les filiales du périmètre hors banque se sont élevés à 47 millions d'euros, dont 29 millions d'euros pour GeoPost (prêt convertible à Ninja Van pour 25,6 millions d'euros), 7 millions d'euros pour les filiales du courrier (acquisition de titres non consolidés pour 5 millions d'euros) et 7 millions pour l'immobilier (augmentation du capital d'Arkadea de 6,5 millions d'euros).

5.1.2.3 **Acquisitions et croissance externe**

A fin juin 2019, les acquisitions, sous déduction de la trésorerie acquise, s'élèvent à 33 millions d'euros sur le périmètre hors banque.

Avec l'acquisition des sociétés Brains et Marketshot, la branche Numérique a enregistré un montant global de 29 millions d'euros d'acquisitions au premier semestre.

La branche services-courrier-colis a également procédé à des acquisitions de croissance externe pour un montant net de trésorerie acquise de 5 millions correspondant à l'acquisition de DMC Santé.

5.1.2.4 **Cessions d'actifs**

Les cessions d'actifs s'élèvent à 91 millions d'euros à fin juin 2019 en baisse de 226 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018, dont 6 millions d'euros d'augmentation pour les cessions d'actifs financiers et 232 millions d'euros de baisse pour les cessions d'actifs industriels. Les cessions d'actifs couvrent notamment les ventes de véhicules du Groupe (11 millions d'euros) et les cessions d'immeubles du parc immobilier de La Poste pour 22 millions d'euros, en baisse de 256 millions d'euros par rapport à juin 2018, essentiellement en raison de la cession de l'immeuble de la Boétie (214 millions d'euros en mai 2018).

5.1.3 Free cash-flow

L'indicateur de Free cash-flow apporte une mesure de la trésorerie générée par le Groupe avant distribution de dividendes et financement des opérations de croissance externe.

Les indicateurs entrant dans la composition du free cash-flow sont présentés en détail dans le tableau ci-dessous.

	Exercice clos le 30 juin				
	2019.06	2018.06	Variation		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs n-1 (Hors IFRS 16) (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>					
Excédent Brut d'Exploitation	519	355	294	-129	-36,5
Dividendes reçus des SME	336	354	0	-18	-5,2
Provisions RH hors dispositifs de fin de carrière	28	16	0	+12	+77,7
Variation BFR	-337	-211	-7	-118	+56,0
Achats d'actifs corporels et incorporels	-503	-435	0	-68	+15,7
Cessions d'actifs corporels et incorporels	59	291	0	-232	-79,7
Intérêts financiers nets versés (Hors IFRS 16)	-31	-31	0	-0	+0,0
Coupons ATI reçus	29	0	0	+29	-
Impôts sur les bénéfices	-13	14	0	-27	n.s.
CICE Imputé	331	58	0	+273	n.s.
CICE Généré	0	-161	0	+160	-99,8
Remboursement des passifs de location	-252	0	-252	+0	-
Charge d'intérêts sur passifs de location	-34	0	-34	+0	-
FREE CASH-FLOW	132	250	0	-118	-47,3

Le free cash-flow généré par le Groupe à fin juin 2019 est de 132 millions d'euros avec une variation de besoin en fonds de roulement de -337 millions d'euros, globalement compensée par le solde net de CICE imputé et monétisé (331 millions d'euros).

Par rapport au premier semestre 2018, il est en retrait de 118 millions d'euros avec notamment une variation du besoin en fonds de roulement en écart défavorable de 118 millions d'euros et des produits de cession des actifs corporels et incorporels en baisse de 232 millions d'euros, en raison de l'absence de cessions exceptionnelles au cours du premier semestre 2019 (cession La Boétie en 2018 pour un montant de 214 millions d'euros).

5.1.4 Variation de la dette nette

La dette nette du Groupe a augmenté de 2 789 millions d'euros au cours du premier semestre 2019, passant de 3 442 millions d'euros à 6 231 millions d'euros avec une incidence de l'entrée en vigueur de la première application de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 de 2 462 millions d'euros et une hausse complémentaire de 326 millions d'euros induite par les flux du premier semestre 2019 (dont 72 millions d'euros de hausse des passifs de location, portant l'incidence globale de l'application de la norme IFRS 16 en 2019 à 2 534 millions d'euros)

Hors impact de l'IFRS 16 sur 2019 (286 millions d'euros), les flux provenant des activités opérationnelles et d'investissement sont globalement excédentaires de 54 millions d'euros, et en baisse de 146 millions d'euros par rapport à juin 2018 avec une hausse de la consommation de trésorerie portant sur les activités d'investissement de 317 millions d'euros et une hausse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles de 171 millions d'euros.

Les dividendes versés par le Groupe qui sont en hausse de 47 millions d'euros sur le premier semestre 2019 avec un total de 219 millions d'euros correspondent aux dividendes versés par le Groupe à ses actionnaires pour un

montant de 200 millions d'euros (en hausse de 29 millions d'euro par rapport à 2018), auxquels s'ajoutent les dividendes versés aux actionnaires minoritaires du Groupe (2 millions d'euros, en hausse de 2 millions d'euros par rapport à 2018) ainsi que la rémunération de titres subordonnés hybrides perpétuels souscrits en 2018 et inscrits aux fonds propres du Groupe (17 millions d'euros)

Les intérêts financiers nets versés (-65 millions d'euros, dont -34 millions d'euros liés à l'application de l'IFRS 16 en 2019), sont globalement au niveau du premier semestre 2018 hors impact IFRS 16.

Ces éléments conduisent à un flux net de trésorerie disponible de 57 millions d'euros (dont 252 millions d'euros liés à l'impact de l'IFRS 16 en 2019), en baisse de 194 millions d'euros hors IFRS 16.

L'augmentation des passifs de location pour un montant de 336 millions d'euros (IFRS 16 2019) conjuguée à la variation des ICNE sur instruments financiers (48 millions d'euros) et au rachat d'intérêts minoritaires pour 10 millions d'euros (Amétix) conduisent globalement à une augmentation de la dette nette de 326 millions d'euros dont 72 millions d'euros induits par l'application de la norme IFRS 16.

	Exercice clos le 30 juin				
	2019.06	2018.06	Variation		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs n-1 (Hors IFRS 16) (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>					
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	853	396	286	+171	+43,0
Flux de trésorerie des activités d'investissement	-513	-196	0	-317	n.s.
Dividendes versés	-219	-171	0	-47	+27,7
Intérêts financiers nets versés	-65	-31	-34	+0	-0,4
Flux net de trésorerie disponible	57	-1	252	-194	n.s.
Augmentation de Capital	0	0	0	+0	n.s.
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels	0	744	0	-744	-100,0
Incidence des variations de périmètre sur la dette brute	5	-2	0	+7	n.s.
Rachat d'intérêts minoritaires	-10	-2	0	-7	n.s.
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	0	-11	0	+11	-97,9
Augmentation des passifs de location	-336	-2	-336	+2	-100,0
Variation des ICNE sur instruments financiers	-48	-46	0	-2	+5,0
Autres éléments	5	-7	11	+1	-9,7
VARIATION DE LA DETTE NETTE (*)	-326	672	-72	-926	n.s.

(*) : "-":augmentation / "+":diminution

5.2 Variation de trésorerie

La trésorerie du Groupe La Poste a diminué de 276 millions d'euros au cours du premier semestre 2019, passant de 2 286 millions d'euros à l'ouverture à 2 010 millions d'euros à fin juin 2019. Cette progression provient des éléments suivants :

- Un flux net de trésorerie disponible de 57 millions d'euros ;
- Une variation de trésorerie provenant des emprunts pour un montant net de - 105 millions d'euros avec - 252 millions d'euros relatifs à l'amortissement des passifs de location (incidence IFRS 16) et un flux de + 147 millions d'euros, provenant principalement de la hausse des encours de billet de trésorerie pour un montant de 150 millions d'euros ;

- Une augmentation de trésorerie provenant de mouvements sur les actifs financiers liés aux flux opérationnels de trésorerie (5 millions d'euros) liée au remboursement à échéance de divers placements à plus de 3 mois partiellement remplacés ;
- Une consommation des autres flux liés aux opérations de financement de 16 millions d'euros, provenant pour l'essentiel d'une diminution des dépôts et cautionnements reçus de 14 millions d'euros (collatéral reçu), et d'une diminution des concours bancaires courants de 2 millions d'euros ;
- Une contribution des flux de trésorerie intragroupe avec La Banque Postale de -242 millions d'euros principalement due à l'évolution du solde des comptes La Poste SA ouverts à La Banque Postale à 193 millions d'euros à fin juin 2018 pour une position à découvert à -55 millions à fin 2018. On note également une variation de la dette vis-à-vis de La Banque Postale au titre de la position globale des 'dettes / créances' intragroupe de 15 millions d'euros ;

Les 'autres éléments' du tableau de trésorerie (-7 millions d'euros) portent principalement les rachats d'intérêts minoritaires (-10 millions d'euros) et l'incidence des variations des cours des devises (-2 millions d'euros).

	Exercice clos le 30 juin				
	2019.06	2018.06	Variation		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs n-1 (Hors IFRS 16) (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>					
Flux net de trésorerie disponible	57	-1	252	-194	n.s.
Augmentation de Capital	0	0	0	+0	n.s.
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels	0	744	0	-744	-100,0
Variation de trésorerie provenant des emprunts	-105	-638	-252	+786	n.s.
Variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	5	70	0	-65	-92,9
Autres flux liés aux opérations de financement	16	-84	0	+100	n.s.
Flux de trésorerie Intragroupe	-242	-75	0	-167	n.s.
Autres éléments	-7	-7	0	-1	+11,5
Variation de la trésorerie	-276	9	0	-285	n.s.
Trésorerie à l'ouverture	2 286	1 735	0	+550	+31,7
TRESORERIE A LA CLOTURE	2 010	1 745	0	+265	+15,2

5.3 Décomposition de l'endettement financier

5.3.1 Endettement brut

Hors IFRS 16, l'endettement brut du Groupe a augmenté de 202 millions d'euros au cours du premier semestre 2019. Il est désormais de 8 965 millions d'euros, dont 2 636 millions d'euros de passifs de location.

Le détail de l'endettement brut du Groupe est donné ci-dessous :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin				
	2019.06	2018.12	Variation		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs n-1 (Hors IFRS 16) (en M€)	(en %)
Obligations	5 147	5 144	0	+3	+0,1
Obligations Court terme	800	800	0	+0	+0,0
Obligations Moyen et long terme	4 347	4 344	0	+3	+0,1
Bons La Poste	54	54	0	-1	-0,9
Bons La Poste Court terme	54	54	0	-1	-0,9
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	0	+0	-
Billets de trésorerie	300	150	0	+150	+100,0
Billets de trésorerie Court terme	300	150	0	+150	+100,0
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	0	+0	-
Dépôts et cautionnements recus	109	95	0	+14	+14,7
Dépôts et cautionnements recus Court terme	83	70	0	+14	+19,4
Dépôts et cautionnements recus Moyen Long terme	26	26	0	+0	+1,7
Interêts courus	109	79	0	+30	+37,8
Interêts courus	109	79	0	+30	+37,8
Dettes subordonnées	438	435	0	+3	+0,7
Passifs de location	2 636	0	2 636	+0	-
Passifs de location Court terme	498	0	498	+0	-
Passifs de location Moyen Long terme	2 138	0	2 138	-0	-
Autres hors passifs de location	173	271	-101	+3	+1,2
Autres Court terme	75	72	-11	+14	+19,4
Autres Moyen Long terme	98	199	-91	-11	-5,4
ENDETTEMENT BRUT	8 965	6 229	2 534	+202	+3,2
Endettement Brut Court terme	1 919	1 225	487	+207	+16,9
Endettement Brut Moyen Long terme	7 046	5 004	2 047	-5	-0,1

La dette obligataire brute de La Poste est constituée au 30 juin 2019 de 11 emprunts à taux fixe d'origine (hors emprunts hybrides), « variabilisés » pour certains, puis « refixés » le cas échéant en fonction des anticipations de remontée des taux.

Les principaux mouvements portant sur la dette brute du Groupe sont les suivants :

- Augmentation des encours de billets de trésorerie à 300 millions d'euros ;
- Dépôts et cautionnements reçus en hausse de 14 millions pour s'établir à 109 millions d'euros en lien avec la hausse du collatéral reçu (13 millions d'euros) lié au portefeuille d'instruments dérivés du fait de la hausse de leurs justes valeurs par rapport au 31 décembre 2018 ;
- Intérêts courus non échus qui s'établissent à 109 millions d'euros, en augmentation de 30 millions d'euros par rapport à décembre 2018 ;
- Stabilité des emprunts obligataires avec une hausse de 3 millions d'euros liée à l'évolution de la juste valeur de la dette en option juste valeur. La dette obligataire du Groupe à fin juin 2019 s'établit désormais à 5 147 millions d'euros ;
- Dette subordonnée qui s'établit à 438 millions d'euros à fin juin 2019 (pour une valeur nominale de 500 millions de dollars US swapée en euros). Elle augmente de 3 millions d'euros par rapport à décembre 2018 sous l'effet de l'évolution du change Euro / Dollar US

Le coût de la dette¹⁴ à 1 an s'établit à 2,71 % à fin juin 2019 (2,91 % à fin décembre 2018). Projeté sur les prochaines années le coût moyen de la dette à 4 ans s'établit à 2,47 % à fin juin 2019 (2,67 % à fin 2018).

5.3.2 Endettement net

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin				
	2019.06	2018.12	Variation		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs n-1 (Hors IFRS 16) (en M€)	(en %)
Dette brute à la clôture	8 965	6 229	2 534	+202	+3,2
Trésorerie	-2 010	-2 286	0	+276	-12,1
Autres éléments d'actif	-725	-501	0	-224	+44,7
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	6 231	3 442	2 534	+254	+7,4

L'endettement net du Groupe s'élève à 6 231 millions d'euros à fin juin 2019, en augmentation de 254 millions d'euros hors IFRS 16 par rapport à décembre 2018.

Les autres éléments d'actifs correspondent :

- Aux placements supérieurs à 3 mois à l'origine : ils s'élèvent à 445 millions d'euros à fin juin 2019 et sont en diminution de 5 millions d'euros depuis le 1^{er} janvier ;
- Aux dérivés actifs associés à la dette (juste valeur de 112 millions d'euros à fin juin 2019 en baisse de 15 millions d'euros) ;
- A la situation financière nette envers La Banque Postale, en position créditrice de 167 millions d'euros. Cette situation financière nette envers La Banque Postale a globalement augmenté de 242 millions d'euros au cours du premier semestre de l'année 2019, du fait principalement d'une position à découvert de 55 millions d'euros à fin décembre 2018 à comparer à une position excédentaire à 193 millions d'euros à fin juin 2019.

¹⁴ Hors intérêts de la dette hybride

5.4 Capitaux propres et structure financière

Exercice clos le 30 juin

	2019.06	2018.12	Variation		
			IFRS 16 2019 (en M€)	vs n-1 (Hors IFRS 16) (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>					
Capitaux Propres Part du Groupe (ouverture)	12 014	11 364		+649	+5,7
Ère application d'IFRS 16 au 1er janv. 2019	-150	0	-150	+0	-
Augmentation de capital	0	0		-0	-100,0
Résultat net part du Groupe	474	798	0	-324	-40,7
Distribution de dividendes	-217	-171		-46	+26,8
Résultat latent sur instruments financiers	370	-617		+988	n.s.
Ecart de conversion	22	-66		+88	n.s.
Ecarts actuariels	-72	18		-90	n.s.
Titres subordonnés hybrides perpétuels	0	744		-744	-100,0
Autres éléments	10	-57		+67	n.s.
Capitaux Propres Part du Groupe (clôture)	12 451	12 014	-149	+586	+4,9
Interêts minoritaires	209	197	0	+13	+6,4
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLOTURE)	12 660	12 210	-149	+599	+4,9

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 12 451 millions d'euros à fin juin 2019, soit une progression de 586 millions d'euros hors IFRS 16 intégrant notamment une hausse du résultat latent sur instruments financiers de 374 millions d'euros.

5.5 Notation financière

Les notations de La Poste et de La Banque Postale demeurent inchangées au 30 juin 2019.

Notation de La Poste

Société	Agences	Notation Terme	Long	Notation Terme	Court	Perspective	Dernière révision
La Poste	Fitch Ratings	A+			F1	Stable	11 septembre 2018
	Standard and Poor's	A			A-1	Positive	30 octobre 2018

Notation de La Banque Postale

Société	Agences	Notation Terme	Long	Notation Terme	Court	Perspective	Dernière révision
La Banque Postale	Fitch Ratings	A-			F1	Stable	06 février 2019
	Standard and Poor's	A			A-1	Positive	30 octobre 2018

6. Perspectives et événements post clôture

6.1 Perspectives

Le projet de rapprochement de La Poste et de la Caisse des Dépôts, prévoyant l'apport par la CDC et l'Etat à La Poste de leurs participations au capital de CNP Assurances est en cours de finalisation. Porteur d'un projet industriel ambitieux au service des français et de l'intérêt général, il permettra l'émergence d'un grand pôle financier public au service des territoires.

Dans un contexte macroéconomique extrêmement adverse (contexte de taux historiquement bas, mesures tarifaires bancaires sous contrainte, incertitudes sur les impacts d'un Brexit dur), Le Groupe La Poste cherchera au second semestre 2019 et en 2020 à soutenir ses résultats économiques et financiers et préserver sa capacité d'investissement en déployant un programme d'économies transverse au Groupe de 300 millions d'euros, principalement sur les frais de siège et de structures, assorti d'une politique de priorisation des investissements afin d'en diminuer le montant de 100 millions d'euros.

Le Groupe poursuit sa capacité à se transformer et à se diversifier, par le projet de prise de contrôle de BRT, leader de logistique et colis express en Italie, par le déploiement au deuxième semestre par La Banque Postale, diversifiée et digitale, de Ma French Bank sur les canaux digitaux et à travers le réseau physique, par le développement de nouveaux services de proximité à destination de l'ensemble des clients notamment dans les domaines de la silver économie, de la santé, du recyclage et de la certification. La conception et la mise en place de nouvelles solutions de logistique urbaine pour des livraisons plus écologiques en centre-ville renforceront la transition du Groupe vers un modèle durable et responsable. La croissance du e-commerce devrait toujours être porteuse de perspectives favorables pour les métiers du colis et de l'express.

6.2 Evènements post clôture

Néant.

Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont commentées dans la note 24 « Transactions avec les parties liées » de l'annexe des comptes consolidés au 30 juin 2019.

Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes identifiés par Le Groupe La Poste sont présentés au sein du Document de référence 2018, Chapitre 9 (Le management des risques, Principaux facteurs de risque).

Etats financiers consolidés résumés

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat	61
État du résultat global	62
Bilan	63
Variation des capitaux propres	65
Tableau des flux de trésorerie	68

GENERALITES

Note 1 Événements significatifs du semestre	69
1.1 Première application de la norme IFRS 16 – Contrats de location	69
1.2 Projet de création d'un grand pôle financier public	69
1.3 Principales évolutions du périmètre de consolidation	69
1.4 Compte de résultat à périmètre et change constant	70
Note 2 Règles et méthodes comptables	71
2.1 Référentiel comptable	71
2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations	71
2.3 Impacts de la première application de la norme IFRS 16	71
Note 3 Information sectorielle	74

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 4 Chiffre d'affaires	76
Note 5 Produit net bancaire	76
Note 6 Achats et autres charges externes	77
Note 7 Charges de personnel et effectifs	77
Note 8 Autres charges et produits opérationnels	78
Note 9 Résultat financier	78
9.1 Coût de l'endettement financier net	78
9.2 Autres éléments financiers	78
Note 10 Impôts sur le résultat	79

NOTES SUR LE BILAN

Note 11 Écarts d'acquisition (goodwill)	80
Note 12 Immobilisations incorporelles et corporelles	81

Note 13 Contrats de location	82
13.1 Droits d'utilisation	82
13.2 Passifs de location	82
13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat	82
Note 14 Participations dans les sociétés mises en équivalence	83
Note 15 Autres actifs des activités industrielles et commerciales	83
Note 16 Actifs financiers des activités bancaires	84
Note 17 Provisions pour risques et charges	85
17.1 Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	85
17.2 Autres provisions pour risques et charges	85
Note 18 Emprunts obligataires et autres dettes financières	86
18.1 Détail des dettes financières	86
18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée	86
18.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire	87
Note 19 Dette nette du Groupe	88
19.1 Situation de la dette nette du Groupe	88
19.2 Évolution de la dette nette du Groupe	88

Note 20 Avantages du personnel	89
Note 21 Passifs financiers des activités bancaires	89
Note 22 Dettes fournisseurs et autres dettes	90

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 23 Informations complémentaires sur les instruments financiers	91
23.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres	91
23.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers	91
Note 24 Transactions avec les parties liées	92
Note 25 Engagements hors bilan et passifs éventuels	92
Note 26 Événements postérieurs à la clôture	92

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	NOTE	S1 2019	S1 2018	2018
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	9 958	9 332	19 154
Produit net bancaire	5	2 837	2 914	5 545
Produits opérationnels		12 795	12 246	24 699
Achats et autres charges ^(a)	6	(5 017)	(4 712)	(10 144)
Charges de personnel	7	(6 378)	(6 346)	(12 769)
Impôts et taxes	8	(190)	(158)	(257)
Amortissements, provisions et pertes de valeur ^(b)	8	(793)	(528)	(1 197)
Autres charges et produits opérationnels	8	162	148	412
Résultat des cessions d'actifs		4	162	162
Charges opérationnelles nettes		(12 212)	(11 435)	(23 793)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		583	812	906
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	14	(11)	(6)	(14)
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		572	806	892
Coût de l'endettement financier net ^(c)		(116)	(80)	(160)
Autres éléments du résultat financier		(8)	(12)	(26)
Résultat financier	9	(124)	(92)	(186)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		448	714	706
Impôt sur le résultat	10	(108)	(200)	(161)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		143	142	291
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		483	656	837
Part du Groupe		474	636	798
Part des minoritaires		9	20	39

(a) En 2019, cette ligne ne comprend que les loyers relatifs à des contrats de location non retraités dans le cadre d'IFRS 16 (voir notes 2.3 et 6).

(b) Y compris en 2019 l'amortissement des droits d'utilisation liés aux contrats de location (voir note 13.1).

(c) Y compris en 2019 les charges d'intérêts sur les passifs de location (voir note 9.1).

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 16 en cas d'application de la méthode de transition « rétrospective modifiée », les chiffres comparatifs 2018 ne sont pas retraités de l'application d'IFRS 16.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2019	S1 2018	2018
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	483	656	837
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables			
Variation des résultats latents sur instruments financiers	150	(301)	(358)
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>	(86)	(198)	(198)
Écart de conversion	15	(20)	(26)
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>			
Impact de l'approche par superposition	11	(4)	(10)
Quote part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	221	(124)	(259)
<i>Dont - variation des résultats latents sur instruments financiers de la CNP</i>	213	(83)	(219)
<i>- autres résultats latents sur instruments financiers</i>			
<i>- réserves de conversion</i>	8	(41)	(40)
<i>- autres</i>			
Autres			
Éléments non recyclables			
Écarts actuariels sur avantages du personnel	(72)	(10)	18
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur	(4)		(5)
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	320	(458)	(639)
Résultat global	803	198	198
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	794	178	159
Résultat global part des minoritaires	9	20	39

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

(en millions d'euros)	NOTE	30/06/2019	31/12/2018
Écarts d'acquisition	11	2 547	2 478
Immobilisations incorporelles	12	1 401	1 359
Immobilisations corporelles	12	5 870	5 989
Droits d'utilisation	13	2 571	
Participations dans les sociétés mises en équivalence	14	4 231	3 982
Autres actifs financiers non courants	15	518	500
Impôts différés actifs		315	412
ACTIF NON COURANT		17 451	14 721
Actifs courants bancaires			
Prêts et créances sur la clientèle	16	101 910	95 671
Prêts et créances sur les établissements de crédit	16	88 946	87 352
Portefeuille de titres	16	59 139	51 052
Autres actifs financiers courants	16	1 550	1 608
Comptes de régularisation	16	2 066	1 513
Caisse, banque centrale	16	3 342	2 007
Autres actifs courants			
Stocks et encours	15	145	132
Créances clients et autres créances	15	3 740	4 156
Autres actifs financiers courants	15	491	532
Créance d'impôt sur les bénéfices		354	368
Autres comptes de régularisation - Actif		112	95
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	2 010	2 286
Actifs destinés à être cédés		12	17
ACTIF COURANT		263 816	246 788
TOTAL ACTIF		281 267	261 509

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 16 en cas d'application de la méthode de transition « rétrospective modifiée », les chiffres comparatifs 2018 ne sont pas retraités de l'application d'IFRS 16.

PASSIF

(en millions d'euros)	NOTE	30/06/2019	31/12/2018
Capital social		3 800	3 800
Prime d'émission		900	900
Réserves		5 801	5 432
Résultat latent sur instruments financiers		960	590
Réserve de conversion		(228)	(250)
Titres subordonnés hybrides perpétuels		744	744
Résultat de l'exercice part du Groupe		474	798
Capitaux propres part du Groupe		12 451	12 014
Intérêts minoritaires		209	197
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		12 660	12 210
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	18.1	4 909	5 004
Passifs de location à moyen et long terme	18.1	2 138	
Avantages du personnel - dette non courante	20	2 252	2 388
Provisions pour risques et charges non courantes	17.2	80	124
Impôts différés passifs		185	188
PASSIF NON COURANT		9 564	7 703
Provisions pour risques et charges courantes			
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	17.1	2 773	2 732
Provisions pour risques et charges courantes	17.2	390	491
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	18.1	1 420	1 225
Passifs de location à court terme	18.1	498	
Passifs courants bancaires			
Dettes envers les établissements de crédit	21	24 404	18 877
Dettes envers la clientèle	21	191 179	185 802
Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers	21	30 242	23 759
Comptes de régularisation	21	2 300	2 360
Autres passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres dettes	22	4 854	5 432
État - Impôt sur les bénéfices		61	49
Avantages du personnel - dette courante	20	660	679
Autres comptes de régularisation - Passif		263	189
PASSIF COURANT		259 043	241 596
TOTAL PASSIF		281 267	261 509

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 16 en cas d'application de la méthode de transition « rétrospective modifiée », les chiffres comparatifs 2018 ne sont pas retraités de l'application d'IFRS 16.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2019

1^{er} semestre 2019

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2018	3 800	900	798	(250)	604	(14)	744	5 432	12 014	197	12 210
Première application d'IFRS 16 au 1er janvier 2019 ^(a)								(150)	(150)	(2)	(152)
Capitaux propres consolidés au 1er janvier 2019	3 800	900	798	(250)	604	(14)	744	5 282	11 864	194	12 058
Distribution de dividendes			(200)						(200)	(13)	(213)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels								(17)	(17)		(17)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								147	147	242	388
Transactions avec intérêts minoritaires								(143)	(143)	(238)	(381)
Affectation du résultat 2018			(599)					599			
Résultat global de la période			474	22	213	157		(72)	794	9	803
<i>Dont</i> - Résultat net			474						474	9	483
- Ecart actuariel								(72)	(72)		(72)
- Autres éléments du résultat global				22	213	157			392		392
Autres								7	7	15	21
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019	3 800	900	474	(228)	817	143	744	5 801	12 451	209	12 660

(a) Voir note 2.3 « Impacts de la première application de la norme IFRS 16 »

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2018

1^{er} semestre 2018

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2017	3 800	900	851	(184)	823	384		4 790	11 364	169	11 534
Première application d'IFRS 9 au 1er janvier 2018						(26)		(118)	(144)	(2)	(146)
Capitaux propres consolidés au 1er janvier 2018	3 800	900	851	(184)	823	358		4 672	11 220	168	11 388
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(1)	(172)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								3	3	(20)	(17)
Transactions avec intérêts minoritaires								(2)	(2)	(1)	(3)
Affectation du résultat 2017			(680)					680			
Emission de titres subordonnés hybrides ^(a)							744		744		744
Résultat global de la période			636	(61)	(83)	(301)		(10)	181	20	201
<i>Dont</i>			636						636	20	656
- Résultat net			636						636	20	656
- Ecart actuariel								(10)	(10)		(10)
- Autres éléments du résultat global				(61)	(83)	(301)			(444)		(445)
Autres								6	6		6
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2018	3 800	900	636	(245)	740	57	744	5 349	11 981	165	12 145

(a) Le montant nominal de l'émission s'élève à 750 millions d'euros, montant duquel la prime d'émission a été déduite.

Exercice 2018

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2017	3 800	900	851	(184)	823	384		4 790	11 364	169	11 534
Première application d'IFRS 9 au 1er janvier 2018						(26)		(118)	(144)	1	(143)
Capitaux propres consolidés au 1er janvier 2018	3 800	900	851	(184)	823	358		4 672	11 220	170	11 391
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(3)	(174)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								55	55	(8)	47
Transactions avec intérêts minoritaires								3	3	(3)	1
Affectation du résultat 2017			(680)					680			
Emission de titres subordonnés hybrides ^(a)							744		744		744
Résultat global de la période			798	(66)	(219)	(372)		18	160	39	198
<i>Dont - Résultat net</i>			798						798	39	837
<i>- Ecart actuariel</i>								18	18		18
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				(66)	(219)	(372)			(657)		(657)
Autres								3	3	1	4
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018	3 800	900	798	(250)	604	(14)	744	5 432	12 014	197	12 210

(a) Le montant nominal de l'émission s'élève à 750 millions d'euros, montant duquel la prime d'émission a été déduite.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	S1 2019			S1 2018			2018		
	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale
Excédent brut d'exploitation	1 122	519	603	1 182	355	827	1 785	605	1 181
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(71)	(12)	(59)	(179)	(11)	(168)	(204)	(20)	(184)
Produits et charges financières divers				(2)	(2)		(2)	(2)	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 051	507	544	1 001	342	659	1 579	582	997
Variation du besoin en fonds de roulement	(327)	(337)	9	(249)	(211)	(38)	(397)	(122)	(276)
CICE de la période (hors provisions)				(162)	(161)	(1)	(320)	(317)	(3)
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	3 349		3 349	7 381		7 381	3 937		3 937
Impôts payés	(78)	(95)	18	(16)	72	(88)	(94)	99	(192)
Monétisation CICE		413	(413)					298	(298)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		356	(356)		344	(344)		408	(408)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	136	9	127	133	10	123	137	14	123
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	4 131	853	3 278	8 088	396	7 691	4 842	962	3 880
Achat d'actifs incorporels et corporels	(649)	(503)	(146)	(564)	(435)	(129)	(1 493)	(1 162)	(331)
Achat d'actifs financiers	(84)	(70)	(14)	(69)	(65)	(4)	(81)	(79)	(2)
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	59	59		291	291		335	335	
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	33	33		27	27		34	28	6
Incidences des variations de périmètre	(31)	(31)		(13)	(13)		(27)	(27)	
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	5	5		70	70		220	220	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(668)	(508)	(160)	(258)	(126)	(133)	(1 010)	(684)	(327)
Augmentation de capital							9		9
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels				744	744		744	744	
Dividendes versés et rémunération des titres subordonnés hybrides	(229)	(219)	(11)	(172)	(171)	(1)	(174)	(173)	(1)
Rachat d'intérêts minoritaires	(386)	(10)	(376)	(2)	(2)		(26)	(23)	(3)
Intérêts financiers versés	(65)	(65)		(31)	(31)		(156)	(156)	
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	483	483		132	132		890	890	
Remboursements des emprunts	(336)	(336)		(770)	(770)		(924)	(924)	
Remboursements des passifs de location	(269)	(252)	(17)						
Autres flux liés aux opérations de financement	16	16		(84)	(84)		(67)	(67)	
Flux intragroupe		(242)	242		(75)	75		(17)	17
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(785)	(624)	(162)	(184)	(257)	73	297	275	22
Diminution (augmentation) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des variations de périmètre	(2 956)		(2 956)	(7 632)		(7 632)	(3 575)		(3 575)
Incidence des variations des cours des devises	2	2		(4)	(4)		(3)	(3)	
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	(276)	(276)		9	9		550	550	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 286	2 286		1 735	1 735		1 735	1 735	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 010	2 010		1 744	1 744		2 286	2 286	

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 16 en cas d'application de la méthode de transition « rétrospective modifiée », les chiffres comparatifs 2018 ne sont pas retraités de l'application d'IFRS 16.

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Première application de la norme IFRS 16 – Contrats de location
- 1.2 Projet de création d'un grand pôle financier public
- 1.3 Principales évolutions du périmètre de consolidation
- 1.4 Compte de résultat à périmètre et change constant

1.1 Première application de la norme IFRS 16 - Contrats de location

La norme IFRS 16, adoptée par l'Union européenne le 9 novembre 2017, est d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019. Les impacts de cette norme à cette date sont détaillés dans la note 2.3 et se traduisent notamment par la comptabilisation complémentaire de droits d'utilisation à l'actif du bilan pour 2,4 milliards d'euros, et de passifs de location pour 2,6 milliards d'euros. L'impact global de l'application d'IFRS 16 sur les capitaux propres part du Groupe au 1^{er} janvier 2019 est de -150 millions d'euros.

1.2 Projet de création d'un grand pôle financier public

Dans le cadre du projet de rapprochement entre La Poste et la Caisse des Dépôts autour du projet de création d'un grand pôle financier public, un protocole d'accord non engageant entre l'État, la Caisse des Dépôts, La Poste et La Banque Postale a été signé le 11 juin 2019.

La mise en œuvre de ce projet sera réalisée par voie d'apport par l'État et la Caisse des Dépôts à La Poste, puis par celle-ci à La Banque Postale, de leurs participations respectives de 1,11% et 40,87% dans CNP Assurances.

Au terme de cette opération, La Poste sera consolidée par intégration globale par la Caisse des Dépôts, et CNP Assurances, auparavant mise en équivalence, sera intégrée globalement à 62,13% par Le Groupe La Poste.

L'opération devrait être réalisée dans le courant du premier trimestre 2020, après notamment l'obtention des autorisations réglementaires auprès des autorités compétentes.

1.3 Principales évolutions du périmètre de consolidation

Rachat des minoritaires de La Banque Postale Financement

La Banque Postale a acquis le 1^{er} mars 2019, avec prise en compte du résultat dès le 1^{er} janvier 2019, la participation de 35% de Société Générale dans la société La Banque Postale Financement. Elle détient dorénavant 100% du capital de la société, déjà consolidée par intégration globale. Cette acquisition s'est traduite par le rachat de 154 000 titres à Société Générale pour un montant de 376 millions d'euros, sans impact sur les capitaux propres, car une dette de put sur minoritaires était enregistrée dans les comptes du Groupe pour le même montant.

1.4 Compte de résultat à périmètre et change constant

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

Les données du 1^{er} semestre 2019 ont été retraitées pour neutraliser l'impact de la première application d'IFRS 16.

	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	S1 2019	S1 2018	S1 2019	S1 2018
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires et PNB	12 795	12 246	12 356	12 242
Achats et autres charges	(5 017)	(4 712)	(5 003)	(4 711)
Charges de personnel	(6 378)	(6 346)	(6 324)	(6 343)
Impôts et taxes	(190)	(158)	(153)	(158)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(793)	(528)	(505)	(528)
Autres charges et produits opérationnels	162	148	161	149
Résultat des cessions d'actifs	4	162	4	162
Charges opérationnelles nettes	(12 212)	(11 435)	(11 821)	(11 430)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	583	812	536	812
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	(11)	(6)	(9)	(5)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	572	806	527	806

NOTE 2 **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations
- 2.3 Impacts de la première application de la norme IFRS 16

La Poste, société mère du Groupe La Poste (« Le Groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 9 rue du colonel Pierre Avia à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La Poste au 30 juin 2019 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 31 juillet 2019).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2019 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/ind_ex_fr.htm.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2019 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2018.

À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, notamment l'application pour la première fois de la norme IFRS 16, les principes comptables appliqués au 30 juin 2019 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2018. Ces principes sont exposés en note 2 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2018.

2.1.1 Normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2019**IFRS 16**

La norme IFRS 16 – *Contrats de location* a été adoptée le 9 novembre 2017 par l'Union européenne et devient d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette norme vient remplacer la norme IAS 17 – *Contrats de location et rend obligatoire la comptabilisation au bilan d'un actif et d'un passif pour tous les contrats de location où l'entreprise est preneur.*

Les principaux impacts de cette norme sur les comptes du Groupe sont décrits au paragraphe 2.3.

IFRIC 23

L'application de ce texte n'a pas eu d'impact sur les comptes du Groupe au 30 juin 2019.

2.1.2 Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2019 et non appliquées par anticipation

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2019.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement
- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit
- Les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place.

2.3 Impacts de la première application de la norme IFRS 16

La norme IFRS 16 – *Contrats de location* a été appliquée au 1^{er} janvier 2019, et remplace la norme IAS 17. Elle a pour conséquence, pour tous les contrats de location externes où le Groupe est preneur :

- la comptabilisation d'un passif de location égal à la somme actualisée des loyers sur la durée du contrat (périodes fermes, et périodes résiliables ou optionnelles si le preneur est raisonnablement certain d'exercer l'option)
- la comptabilisation à l'actif d'un droit d'utilisation amorti sur la durée du contrat.

Méthode de transition

Le Groupe La Poste a choisi d'appliquer la méthode de transition dite « rétrospective modifiée ».

Dans ce cadre, le Groupe a retenu les mesures de simplification suivantes, prévues par la norme :

- l'exclusion des contrats portant sur des actifs de faible valeur.
- l'exclusion des contrats d'une durée résiduelle inférieure à douze mois.
- la possibilité de ne pas capitaliser les coûts directement liés à la conclusion des contrats.
- la substitution du test de dépréciation par le reclassement des provisions pour contrats onéreux en moins du droit d'utilisation.

Par ailleurs, comme prévu par la norme, les contrats qualifiés de location-financement selon IAS 17 ont été repris à l'identique.

La durée des contrats a été déterminée en fonction d'une analyse des options de sortie anticipée et des options de renouvellement pouvant exister, en appliquant la recommandation de l'ANC sur les baux commerciaux.

Les taux d'actualisation ont été déterminés à la date de transition, conformément à la norme, en référence au taux marginal d'endettement du preneur pour chaque durée, et en tenant compte de l'échéancier de remboursement de la dette.

- Les taux ont été déterminés en fonction du taux sans risque pour la devise du contrat, du risque de crédit du Groupe et d'une estimation du risque de crédit complémentaire pour les filiales.
- À la date de transition, le Groupe a retenu, pour chaque contrat, la durée à sa date de prise d'effet dans un souci de cohérence avec la méthode retenue pour déterminer la valeur comptable du droit d'utilisation exposée ci-dessus.

Le taux d'actualisation moyen pondéré à la date de transition était de 2,5%.

Concernant le droit d'utilisation, le Groupe a choisi d'appliquer, pour la plupart de ses contrats, la disposition de la norme conduisant, lors de la transition

au 1^{er} janvier 2019, à déterminer la valeur comptable du droit d'utilisation comme si la présente norme avait été appliquée depuis la date de prise d'effet du contrat de location en tenant compte des évolutions du contrat connus postérieurement à sa signature.

La norme n'autorise pas le retraitement des exercices comparatifs en cas d'application de la méthode de transition rétrospective modifiée. Les données comparatives 2018 n'ont donc pas été retraitées.

Mise en place opérationnelle de la norme

Le Groupe a développé et mis en place un outil informatique dédié pour collecter les données contractuelles et réaliser les calculs requis par la norme. Cet outil est accessible à l'ensemble des entités du Groupe.

L'inventaire complet des contrats et de leurs caractéristiques a été réalisé en 2017 et 2018, et sera mis à jour deux fois par an à compter du 1^{er} janvier 2019.

Le nombre de contrats ainsi répertoriés est proche de 11 000. La plus grande partie des droits d'utilisation porte sur des immeubles d'exploitation ou administratifs.

Impacts de la norme IFRS 16 sur les comptes du Groupe

Les passifs de location complémentaire générés par la norme IFRS 16 sont de 2,6 milliards d'euros au 1^{er} janvier 2019. Les droits d'utilisation nets complémentaires à cette date sont de 2,4 milliards d'euros. L'impact total de la première application d'IFRS 16, soit -152 millions d'euros, a été enregistré en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 (dont -150 millions d'euros part du Groupe).

L'incidence de l'application d'IFRS 16 en 2019 sur le résultat d'exploitation et sur le résultat net est peu significative. Le tableau des flux de trésorerie fait apparaître une amélioration significative de l'Excédent brut d'exploitation, compensée principalement par le remboursement de la dette de location et le paiement des intérêts.

Tableaux de passage à IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019

A - Transition du bilan du 31 décembre 2018 au 1^{er} janvier 2019

B - Rapprochement entre les engagements de locations opérationnelles au 31 décembre 2018 et les passifs de location au 1^{er} janvier 2019

A - Transition du bilan du 31 Décembre 2018 au 1^{er} Janvier 2019

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 publié	Impact IFRS 16	1 ^{er} janvier 2019 retraité
ACTIF			
Écarts d'acquisition	2 478		2 478
Immobilisations incorporelles	1 359		1 359
Immobilisations corporelles ^(a)	5 989	(115)	5 874
Droits d'utilisation		2 496	2 496
Participations dans les sociétés mises en équivalence	3 982		3 982
Autres actifs non courants	912	4	916
ACTIF NON COURANT	14 721	2 384	17 106
Actifs courants bancaires	239 203		239 203
Autres actifs courants	7 585	(12)	7 574
ACTIF COURANT	246 788	(12)	246 776
TOTAL ACTIF	261 509	2 373	263 882
PASSIF			
Capitaux propres part du Groupe	12 014	(150)	11 864
Intérêts minoritaires	197	(2)	195
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	12 210	(152)	12 059
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme ^(a)	5 004	(91)	4 913
Passifs de location à moyen et long terme		2 042	2 042
Autres passifs non courants	2 699	(25)	2 674
PASSIF NON COURANT	7 703	1 927	9 630
Provisions pour risques et charges courantes	3 223	(2)	3 221
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme ^(a)	1 225	(11)	1 214
Passifs de location à court terme		520	520
Passifs courants bancaires	230 798	138	230 936
Autres passifs courants	6 350	(48)	6 302
PASSIF COURANT	241 596	598	242 194
TOTAL PASSIF	261 509	2 373	263 882

(a) L'impact IFRS 16 sur ces lignes correspond au reclassement des contrats de location financement à fin décembre 2018 (actif et dette).

B - Rapprochement entre les engagements de locations opérationnelles au 31 décembre 2018 et les passifs de location au 1^{er} janvier 2019

(en millions d'euros)	
Engagements de locations opérationnelles au 31 décembre 2018	2 731
Engagements sur locations de courte durée ou d'une durée résiduelle inférieure à 12 mois au 1 ^{er} janvier 2019	(53)
Engagements sur locations de faible valeur	(13)
Contrats démarrant en 2019	(105)
Indemnités de sortie en fin d'engagement ferme ^(a)	(46)
Durées optionnelles	440
Autres	(15)
Passifs de locations au 1^{er} janvier 2019 avant actualisation	2 939
Effet de l'actualisation	(340)
Dette sur locations-financement au 31 décembre 2018	101
Passifs de location au 1^{er} janvier 2019	2 700

(a) Contrats pour lesquels le Groupe envisage de poursuivre la location au-delà de la date d'engagement ferme.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2018.

Quelques entités ont été réaffectées du secteur « Numérique » vers le secteur « Services-Courrier-Colis ». Par ailleurs la société WnDirect a été transférée du secteur GeoPost vers le secteur « Services-Courrier-Colis ».

Les chiffres comparatifs pour 2018 ont été ajustés de ces évolutions.

1 ^{er} Semestre 2019 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 979	3 689	2 837	255	23	12	1			12 795
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	143	41	13	84	1 875	402	555		(3 114)	
Produits opérationnels	6 122	3 730	2 850	339	1 899	414	556		(3 114)	12 795
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	289	193	492	(5)	(23)	34	(72)	(323)		583
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		1			(13)	1				(11)
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	289	193	492	(5)	(36)	34	(73)	(323)		572
Résultat financier								(124)		(124)
Impôt sur le résultat								(108)		(108)
Quote part de résultat des autres MEE	(1)	8	136			1				143
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										483
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(113)	(219)	(152)	(28)	(19)	(194)	(67)			(793)
Actifs sectoriels	3 807	6 731	262 724	762	204	4 302	7 600	(4 863)		281 267

1 ^{er} semestre 2018 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 627	3 446	2 914	234	13	11				12 246
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	144	32	12	79	1 895	402	520		(3 082)	
Produits opérationnels	5 771	3 478	2 926	313	1 908	412	520		(3 082)	12 246
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	375	186	546	(1)	(27)	182	(137)	(313)		812
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1				(9)	2				(6)
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	376	186	546	(1)	(36)	184	(137)	(313)		806
Résultat financier								(92)		(92)
Impôt sur le résultat								(200)		(200)
Quote part de résultat des autres MEE		12	131	1		(1)				142
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										656
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(118)	(85)	(146)	(18)	(13)	(94)	(54)			(528)
Actifs sectoriels	3 046	5 263	236 922	650	180	3 382	8 370	(5 310)		252 504

2018 <i>(en millions d'euros)</i>	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Élimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	11 416	7 199	5 545	480	33	26	1			24 699
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	283	79	25	176	3 788	810	1 053		(6 214)	
Produits opérationnels	11 699	7 278	5 570	656	3 820	836	1 054		(6 214)	24 699
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	488	343	813	7	(134)	230	(216)	(625)		906
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	2	1			(19)	2				(14)
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	490	344	813	7	(153)	232	(216)	(625)		892
Résultat financier								(186)		(186)
Impôt sur le résultat								(161)		(161)
Quote part de résultat des autres MEE		23	268	1						291
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										837
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(231)	(240)	(350)	(36)	(34)	(200)	(106)			(1 197)
Actifs sectoriels	3 738	5 405	244 720	687	205	3 501	9 044	(5 792)		261 509

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)	S1 2019	S1 2018	2018
Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis	5 979	5 627	11 416
Correspondance et autres produits et services La Poste	3 139	3 239	6 262
Courrier publicitaire	479	512	1 031
Presse ^(a)	230	247	486
Produits et services des filiales (courrier national)	374	339	685
Courrier international	666	450	1 039
Colis	875	841	1 782
Vente de marchandises en e-commerce ^(b)	215		132
Chiffre d'affaires GeoPost	3 689	3 446	7 199
Zone Etranger	2 872	2 656	5 548
Zone France	817	790	1 651
Chiffre d'affaires Numérique	255	234	480
Chiffre d'affaires Réseau La Poste ^(c)	23	13	33
Chiffre d'affaires Immobilier & Supports ^(d)	13	11	27
TOTAL	9 958	9 332	19 154

(a) Le chiffre d'affaires « Presse » comprend la rémunération contractuelle versée par l'État en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse ainsi que la rémunération des opérateurs de presse.

(b) L'activité e-commerce est réalisée par Asendia.

(c) Le chiffre d'affaires Réseau La Poste comprend les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

(d) Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	S1 2019	S1 2018	2018
Intérêts et produits assimilés	2 131	2 061	4 110
Intérêts et charges assimilés	(1 015)	(908)	(1 840)
Produits de commissions	1 313	1 332	2 717
Charges de commissions	(140)	(138)	(284)
Gains ou pertes nets	304	352	367
- Instruments financiers à la juste valeur par le résultat	53	26	22
- Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	88	326	345
- Décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	164		
Produits nets des sociétés d'assurance			
Impact de l'approche par superposition (effet brut)	(15)	5	15
Produits et charges des autres activités	259	211	460
TOTAL	2 837	2 914	5 545

Au 30 juin 2019, le Groupe a modifié l'option précédemment retenue relative à la présentation des activités d'assurances. Le produit net des activités d'assurances n'est plus présenté sur une ligne distincte, mais réparti sur les autres lignes du PNB, principalement sur la ligne « Produits et charges des autres activités » (230 millions d'euros au 30 juin 2019, 195 millions d'euros au 30 juin 2018, et 392 millions d'euros au 31 décembre 2018).

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2019	S1 2018	2018
Services extérieurs et sous-traitance générale	1 239	991	2 311
Achats	353	297	642
Sous-traitance transport	2 382	2 250	4 737
Prestations du courrier international	218	99	260
Locations ^(a)	143	457	942
Entretiens et réparations	236	219	492
Frais de télécommunications	93	84	172
Déplacements, missions	95	92	192
Autres charges	259	222	394
TOTAL	5 017	4 712	10 144

(a) En 2019, cette ligne ne comprend que les loyers relatifs à des contrats de location non retraités dans le cadre d'IFRS 16 (contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur principalement), ainsi que les charges locatives pour 62 millions d'euros.

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2019	S1 2018	2018
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 769	4 685	9 390
Cotisations retraites	424	514	1 008
Autres charges sociales	931	962	1 878
Prestations d'actions sociales	115	117	213
Produit CICE		(162)	(320)
Variation des provisions postérieures à l'emploi	(10)	2	17
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	(11)	(6)	(20)
Variation des autres provisions sur le personnel	(223)	(165)	(164)
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	383	400	767
TOTAL	6 378	6 346	12 769
Effectif moyen (en équivalent agent / année)	250 373	249 828	251 219

La ligne « **Cotisations retraites** » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis la mise en place en 2006

du nouveau dispositif de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2019	S1 2018	2018
Impôts locaux	(95)	(97)	(135)
Autres impôts et taxes	(95)	(61)	(122)
IMPÔTS ET TAXES	(190)	(158)	(257)
Pertes de valeur et mouvements nets de provisions sur actifs			
- écarts d'acquisition			(67)
- immobilisations	10	5	2
- actif circulant	(12)	(11)	(20)
Amortissements nets ^(a)	(788)	(497)	(1 011)
Provisions pour risques et charges	40	24	32
Coût du risque des activités bancaires	(41)	(49)	(133)
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(793)	(528)	(1 197)
Production immobilisée	151	139	331
Redevances	(19)	(24)	(46)
Résultat réalisé suite à prise de contrôle ^(b)	1	1	57
Autres produits et charges opérationnels courants	30	33	70
AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	162	148	412

(a) Y compris en 2019 l'amortissement des droits d'utilisation liés aux contrats de location

(b) En 2018, 57 millions d'euros liés à la prise de contrôle d'Asendia.

La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

NOTE 9 RESULTAT FINANCIER

9.1 Coût de l'endettement financier net

9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2019	S1 2018	2018
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(81)	(80)	(163)
Charges d'intérêts sur passifs de location	(34)		
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette ^(b)	(3)	(3)	(3)
Produits de trésorerie ^(c)	3	3	6
TOTAL	(116)	(80)	(160)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette. Cette ligne comprenait également en 2018 les charges d'intérêts sur locations-financement (4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2018 et 8 millions d'euros pour l'année 2018).

(b) Y compris couverture de juste valeur sur emprunts.

(c) Y compris variation de juste valeur sur actifs financiers de placement.

9.2 Autres éléments financiers

Les autres éléments du résultat financier comprennent essentiellement la charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel (7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019, 10 millions d'euros au 1^{er} semestre 2018 et 21 millions d'euros pour l'année 2018).

NOTE 10 IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2019	S1 2018
(Charge) d'impôt courant	(66)	(70)
(Charge) / produit d'impôt différé	(42)	(130)
(CHARGE) / PRODUIT TOTAL D'IMPÔT	(108)	(200)

La rationalisation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2019	S1 2018
Résultat net part du Groupe	474	636
Quote-part des sociétés mises en équivalence	(132)	(136)
Impôt sur le résultat	108	200
Part revenant aux minoritaires	9	20
Résultat consolidé avant impôt et mises en équivalence	459	720
taux d'IS	32,02%	34,43%
Charge d'impôt théorique ^(a)	(147)	(248)
Création (limitation) des impôts différés actifs	46	17
Déficits créés non utilisés ou déficits anciens utilisés (hors intégration fiscale)	(9)	(6)
Différentiel de taux des filiales étrangères	15	18
Incidence de la baisse du taux d'IS à partir de 2019 ^(b)	(10)	(12)
CICE (produit non taxable)		48
Autres éléments	(3)	(17)
Retraitements de l'impôt	39	48
CHARGE D'IMPÔT RÉELLE	(108)	(200)

(a) Y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%.

(b) La loi de finances 2018, votée en décembre 2017, prévoit la baisse progressive du taux de l'impôt sur les sociétés en France pour atteindre 25,83% à compter de 2022.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

(en millions d'euros) UGT	Secteur	30/06/2019	31/12/2018
DPD Europe continentale	GeoPost	517	517
DPD France	GeoPost	334	334
GeoPost Espagne	GeoPost	337	318
Numérique ^(a)	Numérique	207	178
Asendia ^(a)	Services-Courrier-Colis	201	201
DPD Russie	GeoPost	140	127
DPD Pologne	GeoPost	128	126
GeoPost UK	GeoPost	121	121
Mediapost ^(a)	Services-Courrier-Colis	104	104
Asten Santé	Services-Courrier-Colis	103	98
La Banque Postale Prévoyance	La Banque Postale	94	94
Tigers	GeoPost	48	48
Chronopost	GeoPost	44	44
JadLog	GeoPost	32	32
Diadom Care	Services-Courrier-Colis	31	31
Groupe Tocqueville	La Banque Postale	27	27
La Banque Postale Asset Management	La Banque Postale	22	22
Stuart	GeoPost	13	13
DPD Laser Finance	GeoPost	11	10
Autres sociétés GeoPost	GeoPost	25	25
Autres sociétés Services-Courrier-Colis	Services-Courrier-Colis	8	8
TOTAL		2 547	2 478
Services-Courrier-Colis		445	441
GeoPost		1 751	1 716
La Banque Postale		143	143
Numérique		207	178

(a) Le détail des écarts d'acquisition tient compte des réaffectations d'entités réalisées en 2019 entre les UGT Numérique et Mediapost ainsi que l'intégration de WnDirect dans l'UGT Asendia. Ces reclassements ont également été effectués sur les chiffres comparatifs 2018.

Évolution des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	S1 2019	2018
Solde en début de période	2 478	2 332
dont : Valeur brute	2 762	2 556
Dépréciation	(284)	(225)
Acquisitions ^(a)	53	247
Écarts de conversion ^(b)	16	(33)
Pertes de valeur ^(c)		(67)
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	2 547	2 478
dont : Valeur brute	2 837	2 762
Dépréciation	(290)	(284)

(a) Dont principalement, au premier semestre 2019, des acquisitions dans le secteur Numérique pour 29 millions d'euros et des franchises SEUR pour 19 millions d'euros. Et dont en 2018 principalement Asendia pour 179 millions d'euros et Diadom Care pour 31 millions d'euros.

(b) Dont principalement au premier semestre 2019 les entités russes de GeoPost pour +13 millions d'euros. Et dont en 2018 les entités russes de GeoPost pour -22 millions d'euros, et DPD Polska pour - 4 millions d'euros.

(c) En 2018, dépréciation des écarts d'acquisition de DPD Russie pour 57 millions d'euros et de Resto In pour 10 millions d'euros.

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2018	4 127	13 217	17 344
Transferts des locations financement ^(a)		127	127
Solde retraité au 01/01/2019	4 127	13 090	17 217
Acquisitions	209	370	579
Cessions	(21)	(219)	(240)
Variations de périmètre	(8)	5	(3)
Transferts	(1)	(3)	(4)
Ecarts de conversion	1	4	6
SOLDE AU 30/06/2019	4 307	13 247	17 554
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2018	(2 768)	(7 228)	(9 995)
Transferts des locations financement ^(a)		(12)	(12)
Solde retraité au 01/01/2019	(2 768)	(7 215)	(9 983)
Amortissement de la période	(161)	(351)	(512)
Pertes de valeur			
Reprises de perte de valeur		9	9
Reprises sur cessions	21	173	194
Variations de périmètre	2	(3)	(1)
Transferts	1	12	13
Ecarts de conversion	(1)	(2)	(3)
SOLDE AU 30/06/2019	(2 906)	(7 378)	(10 284)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2018	1 359	5 989	7 349
AU 30/06/2019	1 401	5 870	7 271
DONT LOCATION FINANCEMENT			
au 31/12/2018		115	

a) Les actifs détenus en location-financement, auparavant présentés en immobilisations corporelles, sont désormais inclus dans les droits d'utilisation.

Les actifs « Droits d'utilisation », résultant de l'application de la norme IFRS 16, sont détaillés en note 13.

NOTE 13 CONTRATS DE LOCATION

- 13.1 Droits d'utilisation
- 13.2 Passifs de location
- 13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat

13.1 Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation se détaillent comme suit par nature d'actifs loués :

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres	TOTAL
VALEURS NETTES					
Passifs de locations au 1 ^{er} janvier 2019	2 051	126	198	6	2 381
Transferts des locations financement	98	8	1	8	115
Solde au 01/01/2019	2 150	134	198	14	2 496
Augmentation	330	39	17	1	387
Diminution	(24)	(1)	(1)		(26)
Amortissement et provision	(210)	(22)	(41)	(3)	(276)
Variations de périmètre et écarts de conversion	(7)	(1)	(3)		(11)
SOLDE AU 30/06/2019	2 239	148	172	12	2 571

13.2 Passifs de location

Les éléments relatifs aux passifs de location sont présentés en note 18 pour les activités industrielles et commerciales et en note 21 pour l'activité bancaire.

13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2019
Charges opérationnelles nettes	455
Loyers des locations de courte durée	64
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	14
Charges locatives	62
TVA non déductible sur loyers	37
Amortissement et dépréciation des droits d'utilisation	276
Autres	3
Coût de l'endettement financier net	34
Charges d'intérêts sur passifs de location	34
TOTAL	489

NOTE 14 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	CNP Assurances	BRT ^(b)	Pôle immobilier	Yurtici Kargo	AEW Europe	NINJA Logistics	Autres	Entreprises à situation nette négative (a)		
								La Poste Mobile		
Nature du contrôle	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprises associées ou contrôles conjoints	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprise associée		TOTAL	Contrôle conjoint	TOTAL
Solde au 31/12/2018	3 207	526	32	15	53	52	98	3 982	(32)	(32)
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	134	17	1		2	(10)	1	145	(13)	(13)
Distributions de dividendes	(123)	(8)			(4)			(136)		
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers	213							213		
Variations de périmètre							3	3		
Augmentations de capital			7				1	7	20	20
Autres variations	8							8		
Ecart de conversion	7			(1)		1	1	8		
SOLDE AU 30/06/2019	3 446	535	39	14	51	42	103	4 231	(24)	(24)

(a) Comptabilisé en « Autres provisions pour risques et charges » (voir note 17.2).

(b) Dont un goodwill de 513 millions d'euros au 30 juin 2019.

NOTE 15 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2019		31/12/2018	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets		299		303
Instruments financiers dérivés		112	14	113
Actifs financiers de placement de la trésorerie	445		450	
Autres actifs financiers nets	45	107	68	84
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	491	518	532	500
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements	133		120	
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours	12		12	
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	145		132	
Créances clients et comptes rattachés nets	2 267		2 297	
Créances sur opérations du courrier international	739		770	
Créances de CICE	3		337	
Autres créances	730		752	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	3 740		4 156	
Équivalents de trésorerie	1 367		1 637	
Caisse et disponibilités	643		649	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 010		2 286	

Actifs financiers de placement de la trésorerie

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie :

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Comptes à terme débloqués à plus de 3 mois	425	400
OPCVM		50
Titres de créances négociables (échéances de 3 à 12 mois)	20	
TOTAL	445	450

Instruments financiers dérivés

La ligne « Instruments financiers dérivés » correspond pour l'essentiel, à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail des instruments dérivés liés à la dette obligataire figure en note 18.3.

NOTE 16 ACTIFS FINANCIERS DES ACTIVITES BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Prêts et créances sur la clientèle à vue	5 440	5 127
Prêts et créances sur la clientèle à terme	93 798	88 010
<i>dont crédits à l'habitat (y compris créances douteuses)</i>	<i>73 164</i>	<i>70 287</i>
Opérations de location financement	2 673	2 533
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	101 910	95 671
Comptes et prêts sur établissements de crédit à vue	17 117	15 767
Comptes et prêts sur établissements de crédit à terme	71 729	71 492
Prêts subordonnés et participatifs	100	93
TOTAL CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	88 946	87 352
Titres au coût amorti	30 848	23 582
<i>dont effets publics et valeurs assimilés</i>	<i>27 703</i>	<i>20 298</i>
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	15 463	15 788
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	12 547	11 600
<i>dont instruments de dettes / capitaux propres / prêts et avances</i>	<i>10 279</i>	<i>10 160</i>
<i>dont dérivés / juste valeur positive</i>	<i>2 268</i>	<i>1 440</i>
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	280	82
TOTAL PORTEFEUILLE DE TITRES	59 139	51 052
AUTRES ACTIFS FINANCIERS BANCAIRES	1 550	1 608
COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF	2 066	1 513
Banques centrales	2 497	1 062
Caisse et autres	844	944
TOTAL CAISSE, BANQUES CENTRALES DES ACTIVITES BANCAIRES	3 342	2 007

NOTE 17 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- 17.1 Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance
17.2 Autres provisions pour risques et charges

17.1 Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance

Les provisions techniques des activités bancaires et d'assurance, classées dans les provisions pour risques et charges courantes, ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2019 :

(en millions d'euros)	Risque épargne logement	Provisions techniques d'assurance	TOTAL
Solde au 31/12/2018	252	2 479	2 732
Dotations de la période		135	135
Reprises de la période	(28)	(109)	(137)
Autres mouvements		43	43
SOLDE au 30/06/2019	224	2 549	2 773

17.2 Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2019 :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	18	3	104	124
Provisions courantes	52	114	325	491
Solde au 31/12/2018	70	117	428	615
Dotations de la période	10	7	37	54
Reprises pour utilisation	(18)	(54)	(46)	(119)
Reprises de provisions devenues sans objet	(3)	(12)	(32)	(47)
Autres mouvements		30	(63) ^(a)	(34)
Provisions non courantes	16	6	58	80
Provisions courantes	43	81	266	390
SOLDE au 30/06/2019	59	87	324	470

(a) Dont 25 millions d'euros de provisions pour locaux vides transférées en dépréciation des actifs « Droits d'utilisation » dans le cadre de la première application d'IFRS 16.

Les autres provisions comprennent notamment au 30 juin 2019 :

- une provision de 136 millions d'euros au titre de l'amende prononcée par l'Autorité de la Concurrence contre deux sociétés du Groupe ;
- une provision correspondant à la situation nette négative des sociétés mises en équivalence pour 24 millions d'euros, contre 32 millions d'euros au 31 décembre 2018 (voir note 14) ;
- divers risques liés à l'activité opérationnelle du Groupe.

NOTE 18 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIÈRES

- 18.1 Détail des dettes financières
- 18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée
- 18.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

18.1 Détail des dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2019		31/12/2018	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	1 791	5 885	1 136	3 839
Emprunts obligataires	800	3 661	800	3 661
Passifs de location ^(a)	498	2 138		
Location-financement ^(a)			11	91
Bons La Poste	54		54	
Billets de trésorerie	300		150	
Concours bancaires courants	21		22	
Dépôts et cautionnements reçus	83	26	70	26
Autres dettes au coût amorti	36	60	29	62
Emprunts obligataires en juste valeur sur option		685		683
Emprunts couverts		438		435
Dette subordonnée		438		435
Instruments dérivés passifs liés à la dette obligataire	18	39	9	46
Intérêts courus non échus sur emprunts	109		79	
Total dettes financières hors passifs de location	1 420	4 909	1 225	5 004
Passifs de location	498	2 138		
TOTAL COURANT ET NON COURANT	8 965		6 229	

(a) Les montants au 31 décembre 2018 ne sont pas retraités des effets d'IFRS 16. Au 30 juin 2019, les dettes de location-financement sont incluses dans les passifs de locations comptabilisés en application d'IFRS 16.

18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée

Les emprunts obligataires et les titres subordonnés, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Dette subordonnée couverte	Total
Solde au 31/12/2018	4 460	683	435	5 579
Nouveaux emprunts				
Remboursements				
Prime et frais d'émission	1		0	1
Variation du risque de crédit		3		3
Autres variations		(1)	3	2
SOLDE au 30/06/2019	4 461	685	438	5 585

18.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30/06/2019		Juste valeur au 31/12/2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	110		123	
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		11		8
TOTAL	110	11	123	8
Dérivés de couverture				
Couverture de juste valeur				
Couverture de flux de trésorerie		44	1	46
TOTAL DÉRIVÉS LIÉS À LA DETTE	110	55	124	55
Autres				
Swaps de change	2	1	3	1
Instruments dérivés sur fonds dédiés				
TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITES BANCAIRES	112	56	127	56
Réserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	8		7	

NOTE 19 DETTE NETTE DU GROUPE

- 19.1 Situation de la dette nette du Groupe
19.2 Évolution de la dette nette du Groupe

Les chiffres 2018 ne sont pas retraités de l'application d'IFRS 16, et ne comprennent notamment pas de passifs de locations, hormis concernant les locations-financement (voir note 2.3).

19.1 Situation de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Note	30/06/2019	31/12/2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	15	2 010	2 286
Dérivés actifs associés à la dette	15	112	127
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine et OPCVM	15	445	450
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif	15	1	
Créance (dette) financière nette envers La Banque Postale		167	(76)
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		2 735	2 787
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	18	4 909	5 004
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	18	1 420	1 225
Passifs de location		2 635	
Dette brute (2)		8 965	6 229
DETTE NETTE (2)-(1)		6 231	3 442
Incidence de l'entrée en vigueur d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019		2 462	
Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2019 hors incidence d'IFRS 16 à l'ouverture		326	

Bien que la dette nette du Groupe contribue à financer la totalité du groupe, notamment l'activité bancaire au travers des apports en fonds propres ou de la souscription de titres subordonnés, le calcul de la dette nette ne prend pas en compte les actifs et passifs financiers de La Banque Postale, ceux-ci ayant une nature d'exploitation au regard de l'activité bancaire.

19.2 Évolution de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Renvois	S1 2019	S1 2018
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT ^(a)	853	396
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(508)	(126)
Neutralisation var. actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	(5)	(70)
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie ^(b)		(513)	(196)
Emission hybride	TFT		744
Dividendes versés aux actionnaires et rémunération des titres subordonnés hybrides	TFT	(219)	(171)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT	(10)	(2)
Charge nette d'intérêts financiers		(113)	(77)
Variation de juste valeur des dettes et dérivés			(11)
Incidence des variations de périmètre et change sur dette brute		5	(2)
Variation non cash des dettes de location-financement (IAS 17)			(2)
Variation non cash des dettes de location (IFRS 16)		(336)	
Primes et frais d'émission			(3)
Autres éléments ^(c)		5	(4)
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(667)	471
Diminution (augmentation) de la dette nette depuis le 1^{er} janvier		(326)	672
Dette nette à l'ouverture		(3 442)	(3 820)
Incidence de l'entrée en vigueur d'IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2019		(2 462)	
Dette nette à la clôture		(6 231)	(3 148)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(c) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises sur la dette nette, les dividendes versés aux intérêts minoritaires et l'incidence des filiales destinées à être cédées.

NOTE 20 AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2018		Augmentation	Diminution pour utilisation	Coût financier net	Autres variations	30/06/2019	
	Courant	Non courant					Courant	Non courant
Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	8	233	2	(4)	2	31	8	264
Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	13	422	16	(7)	3	40	13	473
Régime de retraite du personnel des filiales étrangères		52	2	(18)				36
Avantages postérieurs à l'emploi	21	707	19	(29)	5	71	21	773
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	386	1 462		(217)	2		352	1 281
Indemnités de rupture	109	33					108	33
Congés longue maladie / longue durée	35	53	2	(3)			51	36
Compte Epargne temps	128	120		(7)			124	116
Autres avantages à long terme	1	13	2				3	12
Autres avantages du personnel	272	218	4	(10)			286	198
TOTAL	679	2 388	23	(256)	7	71	660	2 252

NOTE 21 PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITES BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit à vue	1 008	1 279
Dettes envers les établissements de crédit à terme	23 396	17 599
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	19 333	14 618
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	24 404	18 877
Comptes d'épargne à régime spécial	116 075	114 532
<i>dont Livret A</i>	62 023	60 616
<i>dont PEL et CEL</i>	31 582	31 805
Dettes envers la clientèle	75 104	71 270
<i>dont comptes ordinaires créditeurs clientèle</i>	69 271	65 662
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	191 179	185 802
Dettes représentées par un titre	25 215	20 013
<i>dont certificats de dépôt</i>	10 844	8 110
<i>dont emprunts obligataires</i>	11 244	8 823
Dépôts de garantie reçus	1 286	1 067
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	1 274	631
Instruments dérivés de couverture	754	348
Passifs de location des activités bancaires	145	
Autres	1 568	1 700
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS BANCAIRES	30 242	23 759
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	2 300	2 360

NOTE 22 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 905	2 116
Dettes fiscales et sociales	1 789	1 906
Dettes fournisseurs d'immobilisations	246	328
Dettes sur opérations du courrier international	540	674
Avances et acomptes clients	153	177
Autres dettes d'exploitation	220	231
TOTAL	4 854	5 432

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 23 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

- 23.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres
23.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

23.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

S1 2019	Produits/ (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Déprécia- tion	Décompta- bilisation et dividendes	Gain/ (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres			
<i>(en millions d'euros)</i>						
Actifs et passifs évalués au coût amorti	943			(41)	164	1 066
Actifs évalués à la juste valeur par OCI recyclable	90		224		88	402
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		39			14	53
Opérations de couverture	83		15			98
TOTAL	1 116	39	239	(41)	266	1 618

23.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2019				
	Valeur au bilan	Juste valeur (a)	Hiérarchie de juste valeur (b)		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS					
Actifs bancaires					
Prêts et créances sur la clientèle	101 910	108 698			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	88 946	88 959			
Portefeuille de titres	59 359	61 535	17 937	9 659	634
Actifs non bancaires					
Autres actifs financiers non courants	298	298		112	
Créances clients et autres créances	3 740	3 740			
Autres actifs financiers courants	491	491		445	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 010	2 010	50	1 960	
PASSIFS					
Passifs bancaires					
Dettes envers les établissements de crédit	24 404	24 391			
Dettes envers la clientèle	191 179	191 185			
Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers	30 242	30 650		2 028	
Passifs non bancaires					
Emprunts obligataires et dettes financières (hors passifs de location)	6 329	6 840		742	
Dettes fournisseurs et autres dettes	4 854	4 854			

(a) Y compris juste valeur des éléments comptabilisés au coût amorti

(b) Pour les éléments comptabilisés en juste valeur

JUSTES VALEURS DE NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE (Activités bancaires)

<i>(en millions d'euros)</i>	Actifs à la juste valeur par résultat	Instruments dérivés de couverture	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	TOTAL
Ouverture	303		289	591
Gains et pertes enregistrés en résultat	11			11
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres				
Achats	28		11	39
Remboursements	(8)			(8)
Autres mouvements				
CLÔTURE	334		300	634

NOTE 24 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2018 (voir note 35 des états financiers consolidés au 31 décembre 2018).

NOTE 25 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2018 (voir note 37 des états financiers consolidés au 31 décembre 2018).

NOTE 26 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine
France

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
920066 Paris La Défense Cedex
France

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019)

Aux Actionnaires

LA POSTE

9 rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LA POSTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2.3 « Impacts de la première application de la norme IFRS 16 » et 13 « Contrats de location » de l'annexe aux comptes consolidés résumés, qui exposent les incidences sur les comptes de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 31 juillet 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Laurent Daniel
Associé

Jacques Lévi
Associé

Eric Amato
Associé

Marie-Christine Jolys
Associée



LE GROUPE LA POSTE

DIRECTION FINANCIÈRE ET DU DÉVELOPPEMENT
9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 75757 PARIS CEDEX 15
Tél. : +33 (0)1 55 44 00 00
www.grounelaposte.com

